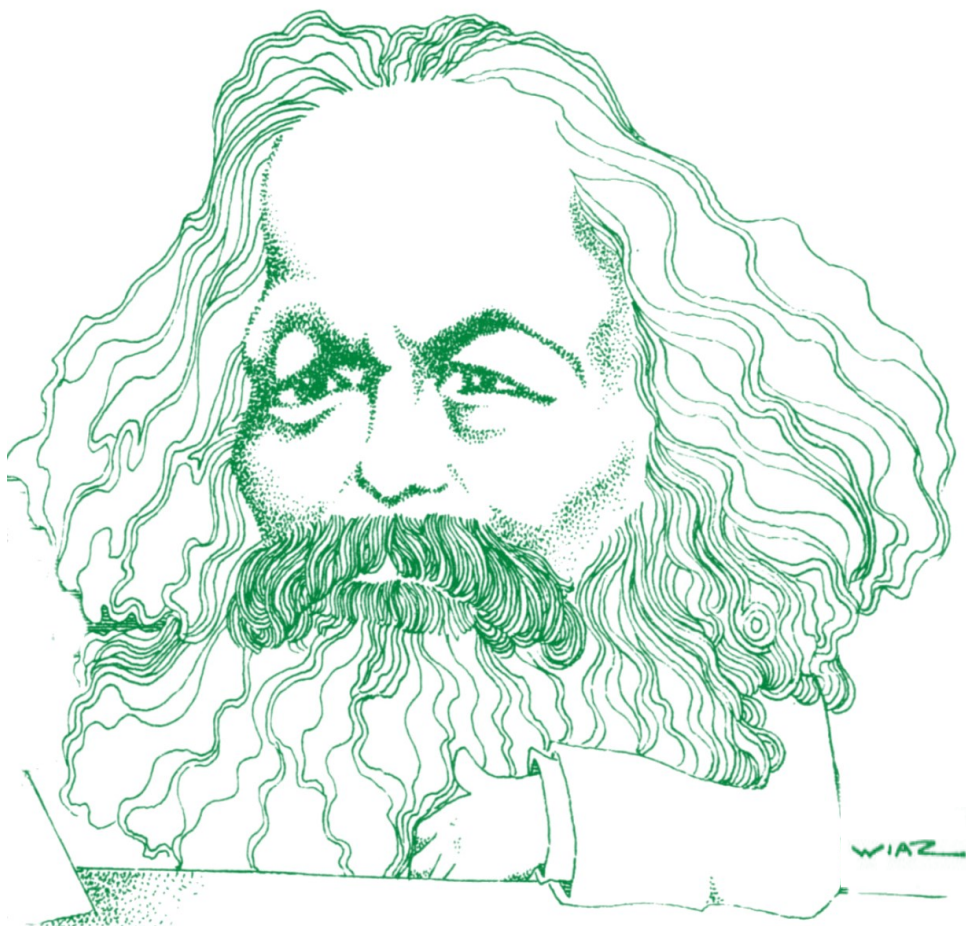


Marx

La Crise



CHRONOLOGIE

P. 4

LA CRISE DE SURPRODUCTION

EST UN PHÉNOMÈNE TYPIQUE DU CAPITALISME

(EXTRAIT DU *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*, 1848)

P. 5

LE CAPITALISME RECÈLE UN POTENTIEL DE CRISE

À CAUSE DES CONTRADICTIONS

DE LA MARCHANDISE ET DE LA MONNAIE

(EXTRAITS DES *THÉORIES SUR LA PLUS-VALUE*, 1861-1863)

P. 7

LE CRÉDIT STIMULE L'EXPANSION ET AGGRAVE LA CRISE

(EXTRAITS DU *CAPITAL*, LIVRE III, 1864-1875)

P. 18

LA CRISE N'EST PAS DUE AU MANQUE DE CAPITAL NI DE CRÉDIT

(EXTRAITS DU *CAPITAL*, LIVRE III, 1864-1875)

P. 20

LA CRISE N'EST PAS DUE À L'INSUFFISANCE DE LA CONSOMMATION

(EXTRAIT DU *CAPITAL*, LIVRE II, 1862-1875)

P. 26

LA CRISE EST INÉLUCTABLE

À CAUSE DE LA TENDANCE À LA BAISSSE DU TAUX DE PROFIT

(EXTRAITS DU *CAPITAL*, LIVRE III, 1864-1875)

P. 27

LA FIN DES CRISES ÉCONOMIQUES EXIGE LA RÉVOLUTION

(EXTRAITS DES *FONDEMENTS*, 1857-1858)

P. 47

LEXIQUE

P. 49

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1818 : Naissance de Karl Marx.

1820 : Naissance de Friedrich Engels.

1825 : Crise économique à partir de la Grande-Bretagne.

1837 : Crise économique à partir de la Grande-Bretagne.

1838 : Mouvement chartiste en Grande-Bretagne.

1845 : *L'Idéologie allemande*.

1847 : *Misère de la philosophie*. Crise économique à partir de la Grande-Bretagne.

1848 : *Manifeste du parti communiste. Discours sur le libre-échange*. Révolutions en Europe.

1850 : *La Lutte de classes en France*. Lutte de fractions au sein de la Ligue des communistes. Willich persiste à préparer l'insurrection malgré la défaite de 1849 ; Marx préconise d'attendre la crise suivante.

1851 : Marx entreprend une étude complète du capitalisme, *L'Économie*. Une partie seulement sera achevée et publiée de son vivant ; une autre partie, bien plus importante, reste à l'état de manuscrits ; une autre enfin n'a jamais été rédigée (dont la crise, l'État, etc.).

1852 : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

1857 : Crise économique à partir des États-Unis.

1859 : *Contribution à la critique de l'économie politique*.

1861 : Guerre civile aux États-Unis.

1864 : Fondation de l'Association internationale des travailleurs (« 1^e Internationale »). Marx en rédige les statuts et l'adresse inaugurale.

1865 : *Salaire, prix et profit*, un exposé au conseil général de l'AIT, qui résume les découvertes scientifiques de Marx sur l'économie capitaliste.

1866 : Crise économique à partir de la Grande-Bretagne.

1867 : *Le Capital*, livre I.

1870 : Guerre entre la France et la Prusse.

1871 : Commune de Paris. *La Guerre civile en France*.

1873 : Crise économique à partir de l'Allemagne et de l'Autriche.

1875 : *Critique du programme de Gotha*.

1877 : *Anti-Dühring*.

1882 : Crise économique à partir de la France.

1883 : Mort de Marx.

1885 : Friedrich Engels édite le livre II du *Capital* à partir de manuscrits de 1869-1875.

1890 : Engels édite le livre III du *Capital* à partir de manuscrits de 1864-1875.

1895 : Mort d'Engels.

1905 : Karl Kautsky édite à partir de manuscrits de 1861-1863 les *Théories sur la plus-value*.

1923 : David Riazanov publie les manuscrits de Marx de 1857-1858 : *Fondements (ou Principes) de la critique de l'économie politique* (en allemand : *Grundrisse*).

La crise de surproduction est un phénomène typique du capitalisme

(Manifeste du parti communiste)

Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises économiques qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise.

Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société : l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein.

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. À quoi cela aboutit-il ? À préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Le capitalisme recèle un potentiel de crise à cause des contradictions de la marchandise et de la monnaie (*Théories sur la plus-value*, ch. 16)

Le processus de l'accumulation capitaliste débouche sur une production supplémentaire qui, d'une part, correspond à l'accroissement naturel de la population et qui, d'autre part, forme la base immanente des phénomènes qui se manifestent dans *les crises*. La mesure de cette surproduction est le capital lui-même, l'échelle actuelle des conditions de production et l'appétit effréné d'enrichissement et de capitalisation des capitalistes. Ce n'est nullement la consommation, qui est entravée d'entrée de jeu, étant donné que la plus grande partie de la population, la population ouvrière, ne peut élargir sa consommation que dans des limites très étroites et que, d'autre part, la demande de travail diminue de manière relative dans la mesure même où le capitalisme se développe, bien qu'elle augmente en valeur absolue. À cela s'ajoute que les ajustements et les équilibres sont fortuits et que si la proportion dans laquelle les capitaux sont employés dans les différentes branches fait l'objet, par un processus permanent, d'une péréquation, la permanence même de ce processus implique aussi une perpétuelle disproportion qui est constamment réajustée, souvent brutalement.

Nous n'avons à considérer ici que les formes par lesquelles le capital passe au cours de ses différentes phases successives. Nous laisserons donc de côté les conditions réelles dans lesquelles s'opère le processus de production effectif. Aussi, nous supposerons que les marchandises sont vendues toujours à leur valeur. Nous négligerons la concurrence entre capitaux, le crédit, ainsi que la structure réelle de la société qui, évidemment, ne se borne pas aux ouvriers et aux capitalistes de l'industrie. Or, il en découle que consommateurs et producteurs ne sont pas identiques. Les premiers, dont les revenus ne sont pas seulement primaires, mais aussi secondaires, dérivés du profit et du salaire celle des consommateurs, sont infiniment plus nombreux que ces derniers. Par conséquent, la manière dont les consommateurs dépensent leurs revenus, ainsi que leur volume, provoquent des modifications importantes de l'économie et, en particulier, dans le processus de circulation et de reproduction du capital.

La monnaie recèle la possibilité de crises dès qu'elle se distingue de la forme naturelle de la marchandise, ou qu'elle revêt la forme de moyen de

paiement. C'est encore plus vrai du capital en général et ses rapports internes qui constituent autant de conditions préalables du véritable processus de production.

La thèse que Ricardo emprunte à l'insipide Say selon laquelle il n'y a pas de surproduction possible, du moins pas de saturation générale du marché, repose sur le principe qu'on échange des produits contre des produits, ou, comme s'est exprimé Mill, sur « l'équilibre métaphysique entre vendeurs et acheteurs ». Cela aboutit à la conception que la production détermine directement la demande, à l'identité entre la demande et l'offre. On retrouve la même proposition aussi sous la forme particulièrement chère à Ricardo que toute quantité de capital peut être utilisée productivement dans n'importe quel pays.

M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante, qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande des produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production future. Le producteur devient donc consom-ma-teur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne. Il n'est pas présumable qu'il reste longtemps mal informé sur ce qu'il lui est plus avantageux de produire pour atteindre le but qu'il se propose, c'est-à-dire, pour acquérir d'autres produits. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il continue à produire des choses pour lesquelles il n'y aurait pas de demande. (David Ricardo, Principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817-1821, Calmann-Lévy, p. 230)

Pour assurer la reproduction du capital, a fortiori son accumulation, il ne s'agit pas seulement de reconstituer la même masse de valeurs d'usage dont il se compose, à la même échelle de production (ou à une échelle élargie quand il s'agit de l'accumulation), mais encore de remplacer la valeur du capital avancé, augmentée du taux habituel de profit (plus-value). Si, par suite d'une circonstance donnée ou d'une combinaison de circonstances, les prix de marché des marchandises (de toutes, ou de la plupart d'entre elles, peu importe) tombent bien au-dessous de leur prix de production, alors la reproduction du capital est contrariée. Mais il est encore plus probable que l'accumulation cesse. La plus-value accumulée sous la forme de monnaie (or ou billets) ne pourrait être convertie en capital qu'avec perte. Elle reste donc inutilisée, thésaurisée dans les coffres des banques ou sert au crédit, ce qui ne change rien à l'affaire. Le même arrêt pourrait se produire pour des raisons contraires, si les conditions

réelles de la reproduction faisaient défaut (par exemple en cas de renchérissement du prix du blé ou lorsqu'on a accumulé une quantité insuffisante de capital constant en nature). La reproduction se bloque et donc le flux de circulation. Achat et vente se figent l'un en face de l'autre, du capital inemployé apparaît sous forme d'argent inutilisé. Le même phénomène (qui la plupart du temps précède les crises) peut se produire, lorsque la production du capital supplémentaire s'opère très rapidement, si bien que sa transformation en capital productif fait augmenter la demande de tous ses éléments à un point tel que la production réelle ne peut pas suivre. Alors, les prix de toutes les marchandises qui entrent dans la formation du capital augmentent. Dans ce cas, le taux de l'intérêt baisse considérablement, quelle que puisse être l'augmentation du profit et cette baisse du taux d'intérêt porte aux spéculations les plus risquées. L'arrêt de la reproduction entraîne la diminution du capital variable, des salaires et de la quantité de travail employé. Cela à son tour réagit de nouveau sur les prix et provoque une nouvelle déflation.

Il ne faut jamais perdre de vue que, dans la production capitaliste, il ne s'agit pas de valeur d'usage, mais de valeur d'échange, et plus précisément, de plus-value. Tel est là le moteur de la production capitaliste et il est saugrenu d'en faire abstraction dans le but d'évacuer les contradictions de la production capitaliste et d'en faire une production réglée par la consommation immédiate des producteurs.

En outre, le processus de circulation du capital ne s'accomplit pas en un jour, mais s'étend sur d'assez longues périodes, avant que n'ait lieu le retour du capital au capital. À ce moment, ses prix de production doivent s'ajuster aux prix de marché. Or, dans ce laps de temps, le marché s'est modifié, a pu subir des bouleversements, la productivité du travail a varié, donc aussi la valeur réelle des marchandises. Il est clair qu'entre le point de départ – l'investissement du capital de notre hypothèse – jusqu'à son retour après l'une de ces périodes, il survient maintes grandes perturbations, autant d'éléments de crise qui ne sauraient être éliminés par cette pauvre petite phrase : « on échange des produits contre d'autres produits ». La confrontation de la valeur d'une même marchandise à deux époques successives, ce que Monsieur Bailey tient pour une préjugé scolastique, constitue plutôt le principe fondamental du processus de circulation du capital.

Quand nous parlons de destruction de capital par les crises, nous distinguons deux choses :

1. Dans la mesure où le processus de reproduction s'arrête, le processus de travail se ralentit ou est, par endroits, complètement paralysé, c'est du capital réel qui est détruit. Le travail qui n'est pas exploité équivaut à de la production perdue. Des matières premières qui restent inemployées ne sont pas du capital. Des installations qu'on n'occupe pas, des machines nouvelles qui sont inutilisées, des bâtiments qui restent inachevés, des marchandises qui pourrissent dans les entrepôts, tout cela c'est de la destruction de capital. Mais tous ces phénomènes se limitent à l'arrêt du processus de reproduction et au fait que les moyens de production existantes n'exercent pas véritablement leur fonction de moyens de production, ne sont pas mis en œuvre. Leur valeur d'usage et leur valeur d'échange s'en vont à vau-l'eau.

2. La destruction de capital par les crises signifie aussi la dépréciation de masses de valeur. Elle empêche de renouveler ultérieurement leur processus de reproduction du capital à la même échelle. C'est la déflation, la baisse ruineuse des prix des marchandises. Il n'y a pas pour autant destruction de valeurs d'usage. Ce que l'un perd, l'autre le gagne. Des masses de marchandises faisant fonction de capital ne peuvent pas se renouveler comme capital entre les mêmes mains. Des capitalistes en place font faillite.

Si la valeur de leurs marchandises par la vente desquelles ils reproduisent leur capital était 12 000 £ dont environ 2 000 £ de profit, et si elle tombe à 6 000 £, ces capitalistes ne peuvent ni honorer les engagements, ni, à moins d'en disposer par ailleurs, recommencer avec ces 6 000 £ leurs affaires à la même échelle, étant donné que les prix des marchandises rejoignent le niveau de leur coût de production. Un capital de 6 000 £ a donc été détruit, bien que l'acheteur de ces marchandises, puisqu'il les a acquises pour la moitié de leur prix de production, puisse fort bien s'en tirer avantageusement quand se redressera la conjoncture, et même en tirer profit. Une grande partie du capital nominal de la société, c'est-à-dire de la valeur d'échange du capital existant, est anéantie à tout jamais, bien que cette destruction précisément, parce qu'elle n'affecte pas la valeur d'usage, puisse stimuler grandement la nouvelle reproduction. C'est l'époque où les capitalistes financiers s'enrichissent au détriment des capitalistes industriels.

En ce qui concerne maintenant la baisse de capital purement fictif, bons du trésor, actions, etc., dans la mesure où elle ne conduit pas à la banqueroute de l'État ou de la société par actions, dans la mesure où la reproduction générale n'en est pas, en général, entravée parce que le crédit des

capitalistes industriels qui détiennent ces titres serait ébranlé, elle ne fait que transférer des richesses. L'opération peut avoir un effet favorable sur la reproduction, dans la mesure où les parvenus qui acquièrent à vil prix ces actions ou ces titres sont, en règle générale, plus entreprenants que les anciens propriétaires. [...]

Ricardo est toujours logique pour ce qu'il connaît. Donc, chez lui, la proposition qu'aucune surproduction (de marchandises) n'est possible, est identique à la proposition qu'aucune pléthore ou surabondance de capital n'est possible. Il faut ici distinguer deux sens de celle-ci. Lorsque Smith explique la baisse du taux de profit par la surabondance de capital, la suraccumulation de capital, il entend par là un trait permanent, ce qui est faux. Des crises permanentes, cela n'existe pas. Par contre, la surabondance épisodique de capital, la surproduction, la crise, est quelque chose de tout à fait différent, cela se produit.

Qu'aurait dit Ricardo de la stupidité de ses successeurs, qui nient la surproduction sous une forme (en tant que surabondance générale de marchandises sur le marché) tout en l'admettant – c'est même un point essentiel de leur doctrine – sous une autre forme, en tant que surproduction de capital, suraccumulation, pléthore de capital ?

Il n'est pas un économiste sain d'esprit de la période post-ricardienne qui nie la suraccumulation de capital. Bien au contraire, tous y recourent pour rendre compte des crises, sauf quand ils invoquent des histoires de crédit. Tous admettent donc la surproduction sous une forme, mais la nient sous une autre. Il ne reste donc qu'à savoir comment les deux formes de la surproduction, la forme dans laquelle elle est niée et la forme dans laquelle elle est affirmée, se comportent l'une par rapport à l'autre.

Ricardo ne savait au fond rien des crises, du moins des crises générales mondiales, résultant du processus de production lui-même. Il pouvait expliquer les crises de 1800-1815 par le renchérissement des céréales à la suite des mauvaises récoltes, de la dépréciation du papier-monnaie, de la dépréciation des articles coloniaux, etc. étant donné qu'à cause du blocus continental, le marché était rétréci pour des raisons politiques et non économiques. Il pouvait encore expliquer les crises d'après 1815 soit par une mauvaise récolte et la pénurie de blé, soit au contraire par une baisse du prix du grain. Pourtant, les raisons qui, selon sa propre théorie, avaient causé la hausse du prix du blé pendant la guerre (qui avait coupé l'Angleterre du continent), avaient disparu, puisque le retour à la paix avait suscité « de soudains changements dans les circuits commerciaux » (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*, ch. 19).

Les phénomènes historiques ultérieurs, en particulier la périodicité presque régulière des crises du marché mondial, ne permirent plus aux successeurs de Ricardo de nier les faits ou de les interpréter comme des accidents. Nous écartons ici ceux qui expliquent tout par le crédit... puisque cela les conduit à admettre une suraccumulation de capital. Nous nous cantonnerons à ceux qui inventèrent l'ingénieuse distinction entre *pléthore de capital* et *surproduction*. Pour nier cette dernière, ils maintenaient les formules et les justifications de Ricardo et de Smith, alors qu'ils cherchaient à utiliser la première pour des phénomènes qui, sinon, étaient pour eux inexplicables. Ainsi Wilson, par exemple, explique certaines crises par la surabondance de capital fixe, d'autres par la surabondance de capital circulant. La pléthore du capital tout court est affirmée par les meilleurs économistes (comme Fullarton) et est devenue un préjugé tellement admis que la formule se retrouve même dans le manuel du docte Monsieur Roscher comme allant de soi. Toutefois pour être juste, il faut signaler que d'autres économistes, tels que Ure, Corbet, etc. déclarent que *la surproduction* est l'état normal de la grande industrie vis-à-vis du marché intérieur. Selon eux, la surproduction ne déclenche une crise que dans certaines circonstances, en l'occurrence quand fléchit aussi le débouché du marché extérieur.

La question se pose de savoir ce que c'est que la surabondance de capital et en quoi elle est différente de la surproduction de marchandises ? Comme, selon ces mêmes économistes, le capital se ramène à de la monnaie ou bien à des marchandises, la surproduction de capital devrait être de la surproduction de monnaie ou de marchandises. Pourtant, ils maintiennent que cela n'aurait rien à voir, même pas la surproduction de monnaie qui est pour eux aussi une marchandise. Qu'ils le veuillent ou non, tout se ramène à une surproduction de marchandises qu'ils refusent sous cette appellation. S'il est annoncé que c'est du « capital fixe » ou du « capital circulant » qui a été produit en trop, les marchandises ne sont plus considérées seulement comme telles, mais aussi en tant que capital. Par conséquent, on admet que, s'agissant de la production capitaliste et de ses phénomènes – par exemple la surproduction – il ne s'agit pas du simple rapport selon lequel le produit apparaît comme *marchandise*, mais du rapport social qui fait que le produit est quelque chose de plus et de différent que la marchandise.

Passer de l'expression « suraccumulation de marchandises » à celle de « surproduction de capital » constitue indubitablement un progrès, puisque les rapports entre producteurs ne sont pas ceux de simples possesseurs de marchandises, mais de capitalistes. Hélas, ces économistes changent le nom sans changer la chose. De manière inconséquente, ils reconnaissent qu'un phénomène se produit inévitablement, tant qu'il

s'appelle A, mais nient l'existence de ce même phénomène, à partir du moment où il est appelé B. C'est esquiver la difficulté que pose la crise que de rejeter la dénomination qui heurte l'opinion, en se bornant à celle qui est adaptée aux préjugés. [...]

La répétition régulière des crises a réduit les apologies du capitalisme par Say et compagnie à du bavardage utilisé qu'en temps de prospérité, mais qui doit être abandonné en temps de crise.

Les antagonismes et les contradictions de la production bourgeoise éclatent à travers les crises mondiales. Or au lieu d'analyser les éléments contradictoires qui éclatent au cours de la catastrophe, les apologistes se contentent de nier la catastrophe elle-même. Malgré son retour périodique, ils s'en tiennent à l'affirmation que, si la production se déroulait conformément à ce que disent leurs manuels, la crise ne devrait pas survenir. Pour cela, ces économistes travestissent les rapports économiques les plus élémentaires et ne voient qu'unité en face des contradictions.

Ainsi, par exemple, l'achat et la vente - le mouvement de la métamorphose de la marchandise - représentent l'unité de deux processus, ou plus exactement deux phases opposées du déroulement du même processus. Leur séparation, leur autonomisation réciproque est aussi essentielle que leur unité. Or, comme elles vont tout de même ensemble, leur séparation et leur autonomisation ne peut apparaître que violente, comme processus destructeur. C'est justement dans la crise que leur unité se manifeste, l'unité des différents éléments. L'autonomie qu'acquière l'un vis-à-vis de l'autre les deux moments qui vont ensemble et qui se complètent, les uns par rapport aux autres, est violemment anéantie. La crise manifeste donc l'unité des moments promus à l'autonomie les uns par rapport aux autres. Il n'y aurait pas de crise sans cette unité interne d'éléments en apparence indifférents les uns aux autres. Mais, pas du tout, dit l'économiste apologétique : étant donné qu'il y a unité, il ne peut pas y avoir de crise, autrement dit l'unité des contraires exclurait la contradiction.

Pour démontrer que la production capitaliste ne peut aboutir à des crises générales, ils nient toutes les conditions et déterminations de la crise, tous les principes et différences spécifiques, bref la production capitaliste elle-même. Le mode de production capitaliste, au lieu d'être une forme de la production sociale spécifique et développée, ayant ses caractéristiques propres, est ramené à ses débuts les plus rudimentaires. Les contradictions et les antagonismes qui lui sont propres n'existeraient donc pas, leur éclatement en les crises non plus.

Ricardo suit Say :

On n'achète des produits qu'avec des produits, et le numéraire n'est que l'agent au moyen duquel l'échange s'effectue. (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817-1821, Calmann-Lévy, p. 232)

La monnaie ne joue que le rôle d'un simple intermédiaire, et les produits ne s'achètent au fond qu'avec des produits. (Jean-Baptiste Say, *Cours complet d'économie politique pratique*, 1828-9, Guillaumin, t. 1, p. 465)

La marchandise, dans laquelle existe la contradiction entre valeur d'échange et valeur d'usage, est transformée en simple produit (valeur d'usage) et par conséquent l'échange des marchandises, devient un simple troc de produits, commerce de simples valeurs d'échange. C'est retomber non seulement au début de la production capitaliste, mais même en deçà de la simple production marchande. Du coup, la crise économique mondiale, le phénomène le plus complexe de la production capitaliste, est escamotée par l'élimination de la première condition de la production capitaliste, à savoir que le produit doit nécessairement être une marchandise, doit donc prendre la forme de la monnaie, parcourir tout un cycle de métamorphoses. Au lieu de parler de salariat, on parle de « services », terme qui masque la caractéristique spécifique du travail salarié et de son utilisation, celle d'accroître la valeur des marchandises contre lesquelles il est échangé, en produisant de la plus-value. Ainsi, on ignore le rapport spécifique par lequel monnaie et marchandise se transforment en capital. Le travail n'est service que s'il est conçu comme valeur d'usage seulement (ce qui dans la production capitaliste est secondaire), tout comme est masquée, par le terme « produit », l'essence de la marchandise, la contradiction qui lui est inhérente. La monnaie est alors, selon la même logique, conçue comme simple médiateur de l'échange des produits et non comme une forme d'existence de la marchandise essentielle et nécessaire, qui doit nécessairement se représenter comme valeur d'échange, de travail social général. Du moment qu'on réduit la marchandise à sa valeur d'usage, à un simple produit, on peut tout aussi aisément nier la monnaie en tant que forme essentielle qui, au cours du processus des métamorphoses de la marchandise, devient autonome vis-à-vis de la forme primitive de la marchandise.

Les crises sont donc évacuées par un raisonnement qui oublie ou nie les premières conditions de la production capitaliste : l'existence du produit comme marchandise, le dédoublement de la marchandise en marchandise et monnaie, les éléments opposés qui en résultent dans l'échange des marchandises et enfin le rapport de la monnaie ou de la marchandise au travail salarié.

D'ailleurs, les économistes (tels que J. St. Mill) qui veulent expliquer les crises par de simples *possibilités* de crise impliquées dans la métamorphose de la marchandise - comme la séparation de l'achat et de la vente - ne font guère mieux. Ces déterminations qui expliquent la possibilité de la crise n'expliquent pas, il s'en faut, sa réalité, elles n'expliquent pas *pourquoi* les phases du processus entrent dans un conflit tel que leur unité interne ne peut s'affirmer que par une crise, un processus violent. Cette *séparation* apparaît dans la crise; elle en est la forme élémentaire. Expliquer la crise à partir de cette forme élémentaire équivaut à expliquer la crise par sa forme la plus abstraite. Cela revient à expliquer la crise par la crise.

Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production future. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne. Il n'est pas présumable qu'il reste longtemps mal informé sur ce qu'il lui est plus avantageux de produire pour atteindre le but qu'il se propose, c'est-à-dire, pour acquérir d'autres produits. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il continue à produire des choses pour lesquelles il n'y aurait pas de demande. (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817-1821, Calmann-Lévy, p. 230)

Ce sont là des bavardages puérils à la Say, indignes de Ricardo. D'abord, aucun capitaliste ne produit pour consommer son produit. Et si nous parlons de la production capitaliste, il faudrait dire plutôt pour en rendre compte : «Nul ne produit dans l'intention de consommer son produit », même s'il réemploie des parties de son produit en vue d'une consommation industrielle. Or ici, c'est de consommation individuelle qu'il s'agit. Plus haut on avait oublié que le produit est marchandise. Maintenant on oublie même la division sociale du travail.

Dans des régimes où les hommes produisaient pour eux-mêmes, il n'y avait pas de crise, mais il n'y avait pas non plus de production capitaliste. Les Anciens, à notre connaissance, avec leur production basée sur l'esclavage, ne connurent jamais de crise économique, bien que tel ou tel producteur ait fait faillite. L'alternative est absurde : quiconque crée une marchandise n'a pas le choix, il lui faut vendre. Et justement, dans les crises, il arrive qu'il ne peut pas vendre ou qu'il ne le peut qu'au-dessous du prix de production, ou même qu'il lui faut vendre carrément à perte. A quoi lui sert alors, à quoi nous sert, qu'il ait produit pour vendre ? Il s'agit juste-

ment de savoir ce qui contrarie une si bonne intention.

Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou contribuer à la production future.

Quel aimable tableau des rapports bourgeois ! Ricardo en oublie même qu'il peut arriver que quelqu'un *vende* pour pouvoir *payer* et que ces ventes obligées jouent un rôle notable dans les crises. L'intention immédiate du capitaliste, lorsqu'il vend, c'est de retransformer sa marchandise ou plutôt son capital-marchandise en capital-argent et de réaliser ainsi son profit. La consommation - le revenu - n'est dans ce cas nullement ce qui guide ce processus, sauf pour celui qui vend des marchandises qui sont des moyens de subsistance. Mais cela n'est pas représentatif de la production capitaliste, dans laquelle le revenu apparaît comme résultat, et non pas comme le but. Si quelqu'un *vend* c'est en premier lieu pour vendre, c'est-à-dire pour convertir une marchandise en argent.

Pendant la crise, untel peut s'estimer satisfait d'avoir vendu sans penser aussitôt à acheter. Certes, si la valeur réalisée doit de nouveau faire fonction de capital, elle doit parcourir le processus de reproduction, donc s'échanger de nouveau contre du travail et des marchandises. Mais la crise est précisément le moment de la perturbation et de l'interruption du processus de reproduction. Et cette perturbation ne saurait être expliquée du fait que dans des périodes où il n'y a pas de crise, elle n'a pas lieu. Il est indiscutable que nul « ne produira de façon continue une marchandise pour laquelle il n'y a pas de demande », mais qui soutient une hypothèse aussi absurde ? Elle n'a d'ailleurs rien à voir avec la question. « Acquérir d'autres biens » n'est pas la finalité de la production capitaliste, son but est l'appropriation de valeur, d'argent, de richesse abstraite.

Même Ricardo reprend, la formule de James Mill de « l'équilibre métaphysique entre les achats et les ventes », équilibre qui, dans les processus de l'achat et de la vente, ne voit que l'unité et non la séparation. D'où son affirmation :

Il peut être produit une trop grande quantité d'une certaine denrée, et il peut en résulter une surabondance telle dans le marché, qu'on ne puisse en retirer ce qu'elle a coûté ; mais ce trop plein ne saurait avoir lieu pour toutes les denrées. (David Ricardo, Principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817-1821, Calmann-Lévy, p. 232)

La monnaie n'est pas seulement « le moyen d'effectuer l'échange », mais aussi celui par lequel l'échange d'un produit contre un autre se trouve

scindé en deux actes autonomes et séparés l'un de l'autre dans l'espace et dans le temps. Or, cette fausse conception de la monnaie par Ricardo repose sur le fait qu'il n'a en vue, de façon générale, que la détermination quantitative de la valeur d'échange, c'est-à-dire une quantité déterminée de temps de travail, et qu'il oublie par contre sa détermination qualitative, à savoir qu'il faut que le travail individuel s'aliène pour prendre la forme de travail social, abstraitement général et qu'il ne peut le faire que par son aliénation. Ricardo efface le caractère historique, donc transitoire et éphémère, de la production capitaliste, en considérant la monnaie comme simple moyen de circulation, la valeur d'échange que comme une forme évanescence... Pour lui, le capitalisme est le mode de production par excellence.

Dire que seules certaines et non pas toutes les marchandises peuvent produire une offre surabondante sur le marché, donc que la surproduction ne peut jamais être que partielle, est une échappatoire pitoyable. D'abord, à ne considérer que la nature de la marchandise, rien n'empêche que *toutes* les marchandises - sauf la monnaie - puissent être en surabondance sur le marché et par conséquent que toutes baissent au-dessous de leurs prix. Il s'agit précisément de la crise. Reconnaître que la marchandise se transforme en monnaie signifie simplement que cette nécessité s'applique à toutes les marchandises. Et si, pour une marchandise particulière, il peut y avoir difficulté à parcourir cette métamorphose, cette difficulté peut exister pour *toutes*. La nature générale de la métamorphose des marchandises - qui implique aussi bien la séparation entre l'achat et la vente que leur unité, loin d'exclure la possibilité d'un engorgement général, en recèle au contraire les germes.

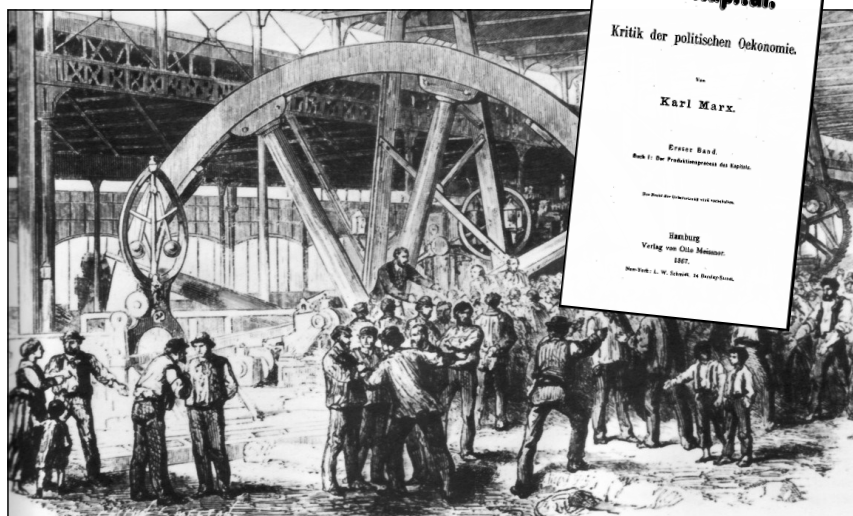
À l'arrière-plan des raisonnements de Ricardo et d'autres économistes, il n'y a pas seulement le rapport d'achat et vente, mais aussi celui d'offre et demande que nous examinons dans le cadre la concurrence des capitaux (*Le Capital*, livre III). Pour Mill, l'achat est identique à la vente, la demande est identique à l'offre, alors qu'ils se disjoignent et peuvent s'autonomiser. L'offre totale de marchandises peut être à un moment donné plus grande que la demande totale de marchandises, du fait que la demande de la *marchandise générale*, la monnaie, la valeur d'échange, est plus grande que la demande de toutes les marchandises particulières, ou parce que la conversion de la marchandise en monnaie, la réalisation de sa valeur d'échange l'emporte sur la reconversion de la marchandise en valeur d'usage.

Si le rapport entre l'offre et la demande est conçu dans un sens plus large et plus concret, on en arrive au rapport entre *production* et *con-*

somation. Il faudrait souligner de nouveau l'unité fondamentale de ces deux moments qui existe en soi et qui se manifeste justement avec violence dans la crise face à leur *séparation* et de leur *opposition* non moins réelles qui caractérisent la production bourgeoise.

En ce qui concerne la distinction entre surproduction partielle et universelle, les économistes n'admettent la première que pour échapper à la dernière. Il convient de remarquer à ce sujet :

1. Les crises sont la plupart du temps précédées par de l'inflation, l'augmentation générale des prix de tous les articles de la production capitaliste. Ils contribuent par conséquent tous au krach qui suit et provoquent un excédent sur le marché. Les marchandises ne peuvent plus être écoulées aux prix de marché antérieurs. Le marché ne les absorber qu'à des prix en baisse, qui tombent au-dessous de leurs coûts de production. La masse excédentaire des marchandises est toujours relative, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une masse excédentaire à certains prix. Les prix auxquels les marchandises sont alors vendues sont ruineux pour le producteur ou le marchand.
2. Pour qu'une crise (donc aussi la surproduction) soit générale, il suffit qu'elle affecte les articles de commerce les plus importants.



Le crédit stimule l'expansion et aggrave la crise (*Le Capital*, livre III, ch. 27)

Le crédit est indispensable pour l'égalisation des taux des profits, base de la production capitaliste. Le crédit réduit les frais de la circulation. [...] Le crédit pousse à la création de sociétés par actions. D'où une extension énorme de la production et des entreprises, qui prennent des proportions qui auraient été impossibles avec des capitalistes agissant isolément. [...]

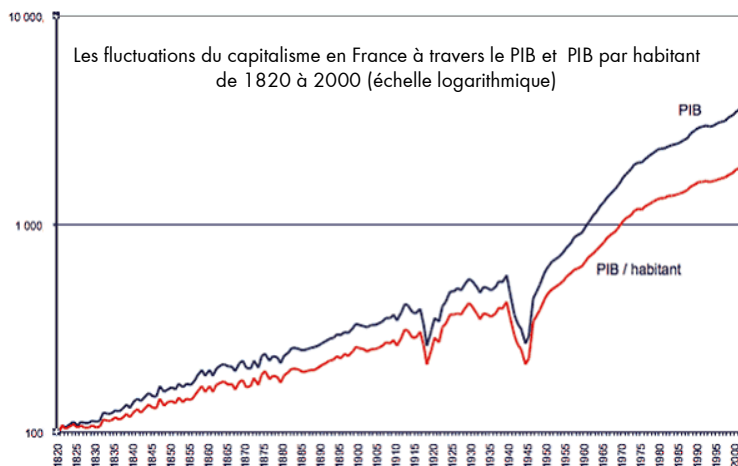
Ce résultat ultime du développement de la production capitaliste est un stade qui doit être atteint inévitablement pour que le capital puisse redevenir la propriété des producteurs, non plus la propriété privée de quelques producteurs isolés, mais la propriété sociale de tous les producteurs. Ce stade sera également le point de départ de la transformation en fonctions sociales de l'appropriation individuelle du capital des fonctions qui jusque-là avaient été le corollaire des producteurs associés.

La société par actions est la négation du mode de production en son propre sein, qui annonce la transition vers un nouveau type de production. Elle provoque parfois le monopole et ainsi l'ingérence de l'État. Elle fait surgir une nouvelle aristocratie financière, un nouveau ramassis de parasites, sous forme de faiseurs de projets, lanceurs d'affaires et directeurs purement nominaux ; en un mot, tout un système de filouteries et de tromperie ayant pour base le lancement de sociétés, l'émission et le commerce d'actions. C'est la production privée sans le contrôle de la propriété privée. [...]

La propriété étant représentée par des actions, son mouvement et sa transmission se font par des opérations de bourse, dans lesquelles les goujons sont avalés par les brochets et les moutons dévorés par les loups. Bien qu'elle soit déjà en opposition avec l'ancienne forme, où le moyen de production social se présente comme propriété individuelle, la valeur en bourse, l'action ne sort pas du cadre de la production capitaliste, car elle ne fait que représenter sous un autre aspect l'opposition entre les deux caractères de la richesse, propriété sociale d'une part, propriété privée de l'autre. [...]

Si le crédit est le levier principal de la surproduction et de la spéculation à l'excès, il en est ainsi parce que le procès de reproduction, naturellement très élastique, est forcé à l'extrême, ce qui est dû à ce qu'une grande partie du capital social est appliquée par des individus qui n'en sont pas propriétaires et qui s'en servent avec bien moins de prudence que les capitalistes produisant avec leurs propres capitaux. Les entraves et les limites immanentes que la mise en valeur du capital oppose à la production dans la société capitaliste, sont donc continuellement brisées par l'organisation du crédit, qui accélère le développement matériel des forces productives et la création du marché mondial, base matérielle de l'avènement de la nouvelle forme de production. La dissolution de l'ancienne forme est d'autre part activée par les crises, dont le crédit accentue la fréquence.

Le crédit a donc ce double caractère d'être, d'une part, le pivot de la production capitaliste, le facteur qui transforme en un colossal jeu de spéculation l'enrichissement par le travail d'autrui et qui ramène à un nombre de plus en plus restreint ceux qui exploitent la richesse nationale ; d'être, d'autre part, un agent préparant la transition de la production actuelle à une forme nouvelle.



La crise n'est pas due à l'insuffisance de capital ni de crédit (*Le Capital*, livre III, ch. 30)

Un accroissement du capital empruntable n'est pas toujours l'indice d'une accumulation réelle de capital ou d'une extension du procès de reproduction. Rien ne le démontre plus clairement que la phase du cycle industriel qui suit immédiatement une crise et pendant laquelle du capital empruntable est disponible en masse. A ce moment la production est déprimée, les prix sont descendus à leur limite inférieure et l'esprit d'entreprise est paralysé ; en même temps le taux de l'intérêt est bas, l'inactivité du capital industriel ayant pour conséquence l'abondance de capital empruntable. Il faut alors moins de moyens de circulation parce qu'il y a baisse des prix des marchandises, contraction des transactions et diminution du capital dépensé en salaires ; il n'y a pas nécessité d'augmenter la masse de monnaie fonctionnant comme moyen de paiement mondial parce que les dettes à l'étranger viennent d'être liquidées par le drainage de l'or et les banqueroutes ; de même il faut escompter moins parce que le nombre et l'import des traites sont moins considérables, La demande de capital empruntable, soit comme moyen de circulation, soit comme moyen de paiement, diminue donc nécessairement et nécessairement la masse et l'offre de ce capital ne tardent pas à devenir importantes (...)

Le raisonnement insensé par lequel messieurs les financiers (Hodgson est un des meilleurs) expliquent cette situation, est caractérisé par la phrase suivante :

La crise (1847) résulta d'une diminution réelle du capital-argent, déterminée en partie par la nécessité de payer en or les produits importés de tous les coins du globe, en partie par la conversion du capital circulant en capital fixe. (Adam Hodgson, « Témoignage » n° 1664, *Reports of the Secret Committee on Commercial Distress*, 1847-48, Parliamentary Papers)

On ne voit guère comment la conversion de ce capital de circulation en capital fixe ait pu diminuer le capital-argent du pays. Les chemins de fer dans lesquels on engagea surtout du capital à cette époque ne fabriquèrent certainement pas des rails et des viaducs en or ou en papier, et l'argent qui fut versé pour payer les actions, ou bien fonctionna comme dépôts dans

sa contre-valeur en espèces ou en lingots. A cette époque les produits exportés par l'Angleterre s'accumulaient en masses sur les marchés étrangers, sans y trouver acheteurs ; les négociants et les fabricants de Manchester, qui avaient engagé dans des entreprises de chemins de fer une partie du capital que réclamaient leurs affaires et dépendaient du crédit pour ces dernières, avaient réellement fixé une partie de leur capital circulant et en supportaient les conséquences. Mais la situation eût été la même s'ils avaient engagé le capital qu'ils avaient retiré de leurs affaires, non pas dans des entreprises de chemins de fer, mais dans des exploitations de mines, dont les produits, la houille, le fer, le cuivre, sont eux-mêmes du capital circulant. La diminution du capital-argent disponible, due aux mauvaises récoltes, à l'importation de céréales et à l'exportation d'or, fut naturellement un événement qui n'eut rien à voir avec les spéculations sur les chemins de fer. (...)

Un accroissement du capital-argent se produisant sous l'action du développement des banques qui transforment pour un certain temps en capital empruntable ce qui était précédemment réserve privée ou réserve monétaire, ne correspond pas plus à un accroissement du capital productif que pareil accroissement ne résulta de l'extension des dépôts dans les banques par actions de Londres, le jour où elles payèrent des intérêts aux déposants. Tant que l'échelle de la production reste la même, cet accroissement indique simplement que le capital empruntable est plus abondant que le capital productif, ce qui entraîne nécessairement la baisse du taux de l'intérêt. Lorsque le procès de reproduction est engagé dans la phase de prospérité qui précède la période d'expansion à l'excès, le crédit commercial arrive à un très grand développement, qui est alors la base « saine » d'une reconstitution régulière du capital et d'une extension de la production ; le taux de l'intérêt, bien qu'au-dessus du minimum, continue à être réduit. C'est la *seule* période où l'on puisse dire qu'un taux réduit de l'intérêt et une abondance relative de capital empruntable correspondent à un accroissement réel du capital industriel. La reconstitution facile et régulière du capital allant de pair avec l'extension du crédit commercial assure alors, malgré l'accroissement de la demande, une offre suffisante de capital empruntable et empêche la hausse du taux de l'intérêt ; ce résultat est d'autant plus certain que c'est seulement à partir de ce moment que s'accroissent les opérations de ceux qui travaillent sans capital de réserve et même sans capital, et basent toutes leurs affaires sur le crédit. Alors aussi se développe le capital fixe sous toutes ses formes et naissent les grandes entreprises dans tous les domaines. Mais bientôt l'intérêt s'élève au-dessus de son taux moyen et il atteint son niveau le plus élevé au moment où, la crise éclatant, le crédit est coupé brusquement, les paiements suspendus et le procès de reproduction

paralysé. C'est le moment où, sauf les exceptions signalées plus haut, le capital empruntable se fait rare et le capital industriel inoccupé devient abondant.

En général, le mouvement du capital empruntable, reflété par le taux de l'intérêt, se poursuit en sens inverse de celui du capital industriel. Une abondance de capital empruntable ne coïncide avec une grande expansion du capital industriel que dans les deux seules phases où le taux réduit (mais au-dessus du minimum) de l'intérêt correspond à « l'amélioration » et la renaissance de la confiance qui suivent une crise, et où l'intérêt atteint son taux moyen, à égale distance de son maximum et de son minimum. Au contraire, au point de départ du cycle industriel, le taux réduit de l'intérêt correspond à une contraction du capital productif, tandis qu'au point terminus la surabondance de ce capital est caractérisée par une surélévation de l'intérêt. Si ce dernier est à un taux réduit lorsque « l'amélioration » se dessine, c'est que le crédit commercial ne sollicite pas encore le secours du crédit en banque.

Une fois que l'impulsion qui le détermine lui a été communiquée, le cycle industriel doit se reproduire périodiquement. Pendant la dépression, la production tombe au-dessous de la puissance à laquelle elle s'était élevée pendant le cycle précédent et pour laquelle la base technique est établie ; pendant la prospérité - la période intermédiaire - elle continue à se développer sur cette base, et pendant la phase de la surproduction elle pousse l'action des forces productives jusqu'à l'extrême, bien au-delà de ses limites capitalistes.

Il va de soi que les moyens de paiement font défaut pendant une crise. Le besoin de convertir des traites s'est substitué à celui d'échanger des marchandises, et cette situation s'accuse d'autant plus que pendant pareille période une partie des maisons de commerce s'appuie exclusivement sur le crédit. Aussi des lois absurdes sur les banques, comme celle de 1841-45, peuvent-elles aggraver une crise financière ; aucune ne peut la supprimer.

Dans un système de production dont la cohérence repose entièrement sur le crédit, une crise et une demande violente de moyens de paiement doivent inévitablement surgir lorsque le crédit est supprimé brusquement et que seuls les paiements en espèces sont admis. A première vue tout doit se ramener à une crise de crédit et d'argent, étant donné qu'il n'est question que de la possibilité de convertir des traites en argent. Mais ces traites représentent, d'une part - et c'est la plus grande masse - des ventes et des achats réels dépassant de loin les besoins de la société et par cela même causes de la crise ; d'autre part, des affaires vé-

Dans ces circonstances, le système artificiel auquel a abouti l'expansion violente du procès de reproduction, ne peut naturellement pas être rendu normal par l'intervention d'une banque, la Banque d'Angleterre par exemple, qui emploierait son papier pour constituer aux tripoteurs le capital qui leur manque et acheter à leur première valeur nominale toutes les marchandises dépréciées. D'ailleurs, tout semble renversé dans ce monde du papier, où nulle part ne se rencontrent les prix réels avec leurs moments réels et où il n'est jamais question que de lingots, espèces, billets, traites, valeurs, principalement dans les centres, comme Londres, où se concentrent toutes les affaires financières du pays.

En ce qui concerne la surabondance du capital industriel dans les temps de crises, il convient de remarquer, le prix de la marchandise correspondant à une valeur déterminée, que le capital-marchandise est en même temps un capital-argent. Si, comme valeur d'usage, il représente une quantité donnée d'objets d'usage dont il y a surabondance pendant la crise, comme capital-argent potentiel, il est soumis continuellement à expansion et à contraction.

Immédiatement avant et pendant la crise il est contracté ; pour ceux qui le possèdent ou en sont créanciers, il représente moins de capital-argent qu'au moment où il fut acheté ou servit de gage pour une avance, ou qu'au moment où fut escomptée la traite qui le représente. Si c'est cette contraction qu'ont en vue ceux qui prétendent que le capital-argent d'un pays diminue pendant une période de crise, c'est comme s'ils disaient qu'il y a baisse des prix ; or, cette baisse ne fait que compenser la hausse des prix de la période précédente. (...)

Quant à l'importation et à l'exportation, il convient de remarquer que tous les pays sont affectés tour à tour par la crise et qu'ayant, à peu d'exceptions près, trop exporté et importé, la *balance des paiements leur est défavorable* ; celle-ci ne peut donc pas être mise en cause. Ainsi, si l'or est drainé en Angleterre, parce que l'importation y a été trop forte, les autres pays en ressentent le contrecoup parce qu'ils sont surchargés de produits anglais et que leurs importations ont été exagérées. La crise éclatera d'abord en Angleterre (qui vend le plus à crédit et qui en demande le moins), parce que la balance des paiements devant être acquittée immédiatement lui sera *défavorable*, bien que la balance générale du commerce lui soit *favorable*.

La balance défavorable des paiements sera liquidée en Angleterre par le krach, c'est-à-dire par la banqueroute des importateurs, par l'exportation à vil prix de marchandises, par la vente de valeurs étrangères et

l'achat de valeurs anglaises, etc. Mais alors viendra le tour d'un autre pays, qui, ayant eu momentanément une balance des paiements favorable, sera obligé de liquider tous ses paiements en une fois, verra se dérouler tous les faits dont nous venons de décrire la succession et assistera au drainage de son or pendant que celui-ci refluera en Angleterre. Par conséquent, lorsqu'il y a importation à l'excès dans un pays, il y a exportation à l'excès dans l'autre ; mais en temps de crise générale (nous ne parlons pas des conséquences d'une mauvaise récolte, etc.) la surimportation et la surexportation affectent tous les pays, c'est-à-dire que partout il y a surproduction et hausse des prix.

Tour à tour elles sont éprouvées par l'exportation de leur métal précieux, et la généralité de ce phénomène montre que le drainage de l'or est non la cause mais une conséquence de la crise, qui se manifeste dans chaque pays lorsque l'orage lentement préparé se déchaîne et que le moment est venu de régler ses comptes avec le ciel. (...)

De ce que nous venons de dire il résulte que pendant les crises et en général pendant les périodes d'arrêt des affaires, le capital-marchandise perd en grande partie sa propriété de capital-argent à l'état potentiel, et il en est de même du capital fictif, du papier produisant des intérêts et circulant en bourse comme capital-argent. Leur prix baisse lorsque le taux de l'intérêt monte et lorsque, le crédit devenant rare, leur vente en masse s'impose à ceux qui les possèdent; il tombe en ce qui concerne spécialement les actions, lorsque le revenu qu'elles rapportent diminue ou qu'elles représentent des entreprises véreuses. Ce capital fictif perd considérablement en importance pendant les crises et réduit dans la même mesure le crédit et la solvabilité de ceux qui le possèdent; toutefois, la radiation de ces valeurs des cours officiels de la Bourse n'a rien à voir avec le capital effectif qu'elles représentent.

Au contraire, au point de départ du cycle industriel, le taux réduit de l'intérêt correspond à une contraction du capital productif, tandis qu'au point terminus la surabondance de ce capital est caractérisée par une surélévation de l'intérêt. Si ce dernier est à un taux réduit lorsque « l'amélioration » se dessine, c'est que le crédit commercial ne sollicite pas encore le secours du crédit en banque.

Une fois que l'impulsion qui le détermine lui a été communiquée, le cycle industriel doit se reproduire périodiquement. Pendant la dépression, la production tombe au-dessous de la puissance à laquelle elle

s'était élevée pendant le cycle précédent et pour laquelle la base technique est établie ; pendant la prospérité - la période intermédiaire - elle continue à se développer sur cette base, et pendant la phase de la surproduction elle pousse l'action des forces productives jusqu'à l'extrême, bien au-delà de ses limites capitalistes.

Il va de soi que les moyens de paiement font défaut pendant une crise. Le besoin de convertir des traites s'est substitué à celui d'échanger des marchandises, et cette situation s'accuse d'autant plus que pendant pareille période une partie des maisons de commerce s'appuie exclusivement sur le crédit. Aussi des lois absurdes sur les banques, comme celle de 1841-45, peuvent-elles aggraver une crise financière ; aucune ne peut la supprimer.

Dans un système de production dont la cohérence repose entièrement sur le crédit, une crise et une demande violente de moyens de paiement doivent inévitablement surgir lorsque le crédit est supprimé brusquement et que seuls les paiements en espèces sont admis. A première vue tout doit se ramener à une crise de crédit et d'argent, étant donné qu'il n'est question que de la possibilité de convertir des traites en argent. Mais ces traites représentent, d'une part - et c'est la plus grande masse - des ventes et des achats réels dépassant de loin les besoins de la société et par cela même causes de la crise ; d'autre part, des affaires véreuses qui alors seulement viennent au jour, des spéculations malheureuses faites avec les capitaux des autres, des marchandises dépréciées et invendables. Dans ces circonstances, le système artificiel auquel a abouti l'expansion violente du procès de reproduction, ne peut naturellement pas être rendu normal par l'intervention d'une banque, la Banque d'Angleterre par exemple, qui emploierait son papier pour constituer aux tripoteurs le capital qui leur manque et acheter à leur première valeur nominale toutes les marchandises dépréciées. D'ailleurs, tout semble renversé dans ce monde du papier, où nulle part ne se rencontrent les prix réels avec leurs moments réels et où il n'est jamais question que de lingots, espèces, billets, traites, valeurs, principalement dans les centres, comme Londres, où se concentrent toutes les affaires financières du pays.

La crise n'est pas due à l'insuffisance de la con- sommation (*Le Capital*, II, 15)

Dire que les crises résultent du manque de consommateurs solvables est une tautologie, étant donné que le système capitaliste ne connaît d'autre consommation que la consommation payante, sauf celle des assistés et des filous. Dire que des marchandises sont invendues signifie qu'il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs solvables, que ces marchandises soient destinées à la consommation productive ou à la consommation finale.

À ceux qui veulent donner à cette tautologie une apparence de profondeur, en précisant que la classe ouvrière reçoit une part trop maigre de son produit et que, pour faire disparaître la crise, il faut lui en accorder une part plus grande, il faut augmenter les salaires, il suffit de répondre que les crises sont chaque fois précédées d'une période de prospérité, où les salaires s'élèvent, en général, et où la classe ouvrière reçoit effectivement une part plus grande du produit annuel pour la consommer. Cette période devrait écarter la crise, selon la théorie de ces chevaliers qui rompent des lances en faveur du « bon sens » (!).

Il apparaît bien que la production capitaliste implique des conditions indépendantes de la bonne ou de la mauvaise foi, qui ne permettent la prospérité, relative de la classe ouvrière que momentanément et toujours comme prélude à une crise.



La crise est inéluctable à cause de la tendance à la baisse du taux de profit (*Le Capital*, III, 15)

La baisse du taux du profit et l'accélération de l'accumulation sont des manifestations d'un même phénomène, puisqu'elles expriment l'une et l'autre le développement de la productivité du travail. De son côté, l'accumulation accentue la baisse du taux du profit, parce qu'elle détermine la concentration du travail et une composition supérieure du capital. À son tour, la baisse du taux du profit active la concentration et la centralisation du capital parce qu'elle pousse à l'élimination des petits capitalistes et à l'expropriation des derniers survivants de la production directe, accélérant ainsi l'accumulation en valeur absolue, malgré la baisse de la rentabilité.

Cependant, la plus-value étant le but de la production capitaliste, la baisse du taux du profit ralentit la formation de capitaux nouveaux et favorise la surproduction, la spéculation, les crises, l'excédent de capital à côté de l'excédent de population. Ainsi, les économistes comme Ricardo, qui considèrent le mode de production capitaliste comme un absolu, constatant qu'il se crée elle-même des limites, sont-ils conduits à en attribuer la responsabilité, non pas au capitalisme lui-même, mais à la nature (par leur théorie de la rente). Ce qui les épouvante surtout

dans la baisse du taux du profit, c'est le sentiment que le régime capitaliste rencontre dans le développement des forces productives, une barrière qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en elle-même, des limites qui établissent le caractère historique, passager, du mode capitaliste et montrent qu'à un moment donné il doit forcément se trouver en conflit avec les conditions mêmes de son développement.

Les moyens de production, c'est-à-dire une accumulation suffisante de capital, étant donnés, la formation de la plus-value n'a d'autre borne que la population ouvrière, si le degré d'exploitation du travail est déterminé, et que le degré d'exploitation du travail, si la population ouvrière est donnée. L'obtention de cette plus-value, qui est le but et le motif de l'organisation capitaliste, constitue le processus immédiat de production. Dès que tout le surtravail qu'il est possible d'extorquer est matérialisé sous forme de marchandise, la plus-value est produite. Mais à ce moment, le premier acte seulement du processus de production capitaliste, la production proprement dite, est terminé, et le second acte doit commencer. Les marchandises produites, qu'elles incorporent le capital constant et le capital variable ou qu'elles représentent la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente est impossible, ou si elle ne peut être faite qu'en partie, ou encore si elle a lieu à des prix au-dessous des coûts de production, l'exploitation de l'ouvrier, qui existe en tout cas, est sans profit pour le capitaliste ; la plus-value extorquée n'est pas réalisée ou n'est réalisée qu'en partie ; peut-être même le capital est-il partiellement ou totalement perdu.

Les conditions de l'exploitation du travail et celles de sa réalisation de la valeur ne sont pas identiques. Elles diffèrent, non seulement au point de vue du temps et du lieu, mais par leur nature. Les unes n'ont d'autres limites que les forces productives de la société, les autres sont bornées par l'importance relative des diverses branches de production et la demande de la société. Cette dernière dépend non de ce que la société pourrait produire et consommer, mais de la distribution de la richesse, qui a une tendance à ramener à un minimum, variable entre des bornes plus ou moins étroites, la consommation de la grande masse. Elle est limitée, en outre, par le besoin d'accumulation, d'agrandissement du capital et d'obtention accrue de plus-value. Celui-ci engendre le bouleversement continu des méthodes de production, la dépréciation concomitante du capital existant, la concurrence générale et la nécessité, dans un but de conservation et sous peine de ruine, de perfectionner et d'étendre sans cesse la production. Aussi, la société capitaliste doit-elle élargir continuellement ses débouchés et tend à donner de plus en plus aux conditions qui déterminent

et règlent le marché, les apparences d'une loi naturelle, indépendante des producteurs et échappant à tout contrôle. Seulement, plus les forces productives se développent, plus elles se heurtent aux fondements étroits de la production capitaliste, fondements des rapports de consommation. Sur la base de telles contradictions, une suraccumulation de capital peut coexister avec une surpopulation. Certes, il semble qu'il suffirait d'occuper l'excès de population par l'excès de capital pour pouvoir augmenter la masse de plus-value ; mais alors s'accentuerait le conflit entre les conditions dans lesquelles la plus-value est produite et celles où elle est réalisée.

Pour un taux déterminé, la masse du profit dépend de la grandeur du capital. L'accumulation est la fraction de cette masse qui est convertie en capital ; elle est égale, par conséquent, au profit moins le revenu et elle dépend non seulement de la valeur absolue du profit, mais des prix des marchandises que le capitaliste achète, soit pour sa consommation personnelle, soit pour son capital constant (nous supposons que le salaire reste invariable).

La quantité de capital que l'ouvrier met en œuvre et dont il conserve la valeur en la transformant en produit, diffère absolument de la valeur qu'il y ajoute. Si ce capital est, par exemple, égal à 1 000 et si le travail y ajoute 100, le capital reproduit a une valeur de 1 100 ; si le capital est de 100 et si le travail y ajoute 20, le capital reproduit est de 120. Dans le premier cas le taux du profit est de 10 %, dans le second il est de 20 %, et, pourtant, des 100 ajoutés dans le premier cas, on peut accumuler davantage que des 20 du second cas. Abstraction faite de la dépréciation résultant du progrès de la force productive, le potentiel d'accumulation du capital est donc en raison de l'élan que celui-ci possède déjà et non en raison du taux du profit. Un taux élevé du profit marche de pair avec un taux élevé de la plus-value, lorsque la journée de travail bien que peu productive est très longue, lorsque les besoins des ouvriers sont très modestes et par suite le salaire très bas. Le capital s'accumule alors lentement, malgré le taux élevé du profit ; la population est stagnante et le temps de travail que coûte le produit est considérable, bien que le salaire soit peu élevé.

Le taux du profit baisse, non parce que l'ouvrier est moins exploité, mais parce que moins de travail est mis en œuvre par un capital déterminé.

Quand la baisse du taux du profit se produit parallèlement à une augmentation de la masse du profit, une quantité plus grande du produit annuel du travail est appropriée par le capitaliste comme capital (pour renouveler le capital consommé) et une partie relativement plus petite comme profit. D'où cette fantaisie du pasteur Chalmers, que plus est faible la partie du

produit annuel que les capitalistes dépensent comme capital, plus est grande la quantité de profit qu'ils empochent, opération pour laquelle ils sont, il est vrai, assurés du concours des églises d'État, qui s'entendent à merveille à consommer et non capitaliser une grande partie du surproduit. Le calotin confond la cause et l'effet. Même lorsqu'il diminue comme taux, le profit augmente comme masse, à mesure que le capital avancé devient plus considérable. Mais il faut pour cela, d'abord la concentration du capital et par conséquent l'engloutissement des petits capitalistes par les grands ; ensuite la séparation des producteurs des conditions du travail, l'intervention personnelle dans la production, assez importante chez les petits capitalistes, s'effaçant d'autant plus chez les grands que la masse de capital qu'ils engagent devient plus considérable. C'est cette séparation qui engendre la notion de capital et qui, point de départ de l'accumulation, continuera à se manifester dans la concentration des capitaux jusqu'au moment où leur accumulation aux mains de quelques-uns aboutira à l'expropriation, c'est-à-dire la décapitalisation. Cette suite logique des choses aurait vite fait de déterminer l'effondrement de la production capitaliste, si d'autres facteurs n'opposaient leur effort centrifuge à sa tendance centripète.

Le développement de la productivité sociale du travail se manifeste de deux manières : d'une part, les forces productives (valeur et masse des éléments de la production et grandeur absolue du capital accumulé) deviennent plus considérables ; d'autre part, le salaire diminue relativement, par rapport au capital total, autrement dit la quantité de travail vivant nécessaire pour reproduire et mettre en valeur un capital déterminé devient de plus en plus petite. Cela implique en même temps la concentration du capital.

En ce qui concerne la force de travail, le gain de productivité s'affirme également sous un double aspect : d'une part, il pousse à l'accroissement du surtravail, c'est-à-dire à la diminution du temps indispensable à la reproduction de la force de travail ; d'autre part, la productivité restreint le nombre d'ouvriers nécessaires pour mettre en mouvement un capital déterminé. Non seulement ces deux effets se font sentir simultanément, mais l'un détermine l'autre : ce sont les manifestations d'une même loi, même s'ils agissent en sens inverse sur le taux du profit. En effet, celui-ci est exprimé par pl / C , le rapport entre plus-value et capital total avancé, expression dans laquelle le numérateur dépend du taux de la plus-value et de la quantité de travail mise en œuvre, c'est-à-dire de l'importance du capital variable. Or, l'un de ces facteurs, le taux de la plus-value, augmente tandis que l'autre, le nombre d'ouvriers, diminue (en valeur absolue ou en valeur relative). En effet, le développement de la productivité diminue la partie

payée du travail mis en œuvre et elle restreint la quantité de travail qui est appliquée par un capital déterminé. Même s'ils pouvaient vivre d'air et par conséquent s'ils ne devaient rien produire pour eux-mêmes, deux ouvriers en travaillant 12 heures par jour ne fourniraient pas autant de plus-value que vingt-quatre ouvriers dont le travail quotidien ne serait que de 2 heures. Il existe une limite au-delà de laquelle il est impossible de poursuivre la réduction du nombre de travailleurs en augmentant le degré d'exploitation du travail. L'augmentation de l'exploitation peut entraver la baisse du taux du profit, mais non la supprimer.

Le développement de la production capitaliste provoque donc la baisse du taux du profit, mais comme il a pour effet la mise en œuvre de capitaux de plus en plus considérables, il augmente la masse de profit ; quant à l'accroissement du capital, il dépend à la fois de sa masse et du taux du profit. Directement l'accroissement de la productivité (qui ne va pas sans une dépréciation du capital constant) ne peut augmenter la valeur du capital que si, par la hausse du taux du profit, elle donne plus de valeur à la partie du produit annuel qui est reconvertie en capital ; ce qui, en considérant la puissance de production du travail (qui n'a directement rien à faire avec la valeur du capital existant) ne peut arriver que pour autant qu'il y ait augmentation de la plus-value relative ou diminution de la valeur du capital constant, c'est-à-dire dépréciation des marchandises nécessaires à la reproduction de la force du travail ou du capital constant. Dans les deux cas, il y a diminution de valeur du capital existant et réduction du capital variable par rapport au capital constant, résultats qui ont pour conséquence, d'une part de faire tomber le taux du profit, d'autre part d'en ralentir la chute. En outre, toute hausse du taux du profit, par le fait qu'elle augmente la demande de bras, pousse au développement de la population ouvrière, c'est-à-dire de la matière exploitable sans laquelle le capital n'est pas capital.

Indirectement le progrès de la productivité du travail pousse à l'augmentation de la valeur du capital existant, car il multiplie la masse et la diversité des valeurs d'usage qui correspondent à une même valeur d'échange et qui fournissent la matière du capital, c'est-à-dire les objets qui constituent directement le capital constant et indirectement le capital variable. Un même capital mis en œuvre par une même quantité de travail crée, sans que leur valeur d'échange augmente, plus d'objets convertibles en capital et augmente ainsi la masse des produits capables de s'incorporer du travail, de fournir de la plus-value et d'être le point de départ d'une extension du capital. La masse de travail que le capital peut mettre en œuvre dépend, non de sa valeur, mais de la quantité de matières premières et auxiliaires, de machines et d'aliments qu'il représente. Si cette quantité s'accroît, et si en

même temps augmente la masse de travail et de surtravail qui lui est appliquée, il y a extension de la valeur du capital reproduit et du capital nouveau qui y est ajouté.

Il importe de ne pas considérer, comme le fait Ricardo, les deux facteurs de l'accumulation, l'un indépendamment de l'autre ; ils impliquent une contradiction, qui se traduit par des tendances et des phénomènes opposés se manifestant simultanément. Si l'augmentation de la part du produit social qui fonctionne comme capital pousse à l'augmentation de la population ouvrière, d'autres facteurs concourent à créer une surpopulation relative.

La baisse du taux du profit est concomitante d'un accroissement de la masse des capitaux et d'une dépréciation des capitaux existants, qui l'enrayent et stimule l'accumulation. Enfin le progrès de la productivité ne va pas sans un relèvement de la composition du capital, c'est-à-dire une diminution de la partie variable relativement à la partie constante.

L'action de ces influences contradictoires se manifeste tantôt dans l'espace, tantôt dans le temps. Leur conflit éclate, périodiquement, dans des crises, des irruptions violentes après lesquelles l'équilibre se rétablit momentanément. En termes généraux, cette contradiction peut être exposée comme suit : la production capitaliste est caractérisée par sa tendance au développement absolu des forces productives, sans préoccupation ni de la valeur, ni de la plus-value, ni des rapports sociaux au milieu desquels elle fonctionne ; tandis qu'elle a pour but et pour caractère spécifique la conservation et l'accroissement le plus rapide possible de la valeur-capital qui existe. Sous ce dernier angle, le mode de production capitaliste utilise la valeur du capital existant comme un moyen d'accroître cette valeur. Mais de ses méthodes découlent la baisse du taux du profit, la dépréciation du capital existant et le développement des forces productives aux dépens de celles qui fonctionnent déjà.

La dépréciation périodique du capital existant, qui est un moyen immanent de la production capitaliste pour retarder la baisse du taux du profit et accélérer l'accumulation grâce à la formation de capital nouveau, trouble les processus de circulation et de reproduction du capital, et détermine des arrêts subits et des crises de la production. Le recul du capital variable relativement au capital constant, qui accompagne le développement des forces productives, stimule l'accroissement de la population ouvrière et la formation d'une surpopulation artificielle. Quant à la baisse du taux du profit, elle ralentit l'accumulation du capital en tant que valeur pendant qu'elle multiplie les valeurs d'usage, effet dont le contrecoup se manifeste bientôt par une reprise de l'accumulation de valeur-capital. Sans cesse la production

capitaliste s'efforce de vaincre ces entraves qui lui sont inhérentes et elle ne parvient à les surmonter que par des moyens qui les font réapparaître et les renforcent.

La *véritable barrière* de la production capitaliste, c'est *le capital lui-même*. Le capital est le point de départ et le point d'arrivée, la raison et le but de la production capitaliste. Cette production est production pour le capital, au lieu que les moyens de production servent à un épanouissement grandissant de la vie sociale des producteurs. Les limites dans lesquelles la valeur-capital peut être conservée et mise en valeur, fondées sur l'expropriation et l'appauvrissement de la masse des producteurs, entrent continuellement en conflit avec les méthodes auxquelles le capital a recours pour augmenter la production sans fin, produire pour la production et développer les forces productives. Le moyen, le développement illimité des forces productives de la société, se heurte sans cesse avec le but limité, la mise en valeur du capital existant. Si, historiquement, la production capitaliste est un moyen pour développer la force productive matérielle et créer un marché mondial en adéquation, elle est néanmoins en conflit continu avec les conditions sociales et productives de cette mission historique.

À mesure que diminue le taux du profit, augmente le minimum de capital nécessaire pour la mise en œuvre productive du travail, pour l'exploitation de celui-ci dans des conditions telles que le temps qu'il exige pour produire la marchandise ne dépasse pas celui qui est socialement nécessaire. En même temps, s'accroît la concentration, l'accumulation se réalisant plus rapidement, du moins dans une certaine limite, par de grands capitaux opérant à un petit taux de profit que par de petits capitaux fonctionnant à un taux élevé. Cette concentration provoque, à son tour, dès qu'elle a atteint une certaine importance, une nouvelle baisse du taux du profit. Les petits capitaux sont ainsi entraînés dans la voie des aventures, de la spéculation, des expédients du crédit, des trucs financiers et finalement des crises. La prétendue pléthore de capitaux vaut surtout pour les capitaux qui sont incapables de compenser par leur masse la baisse du taux du profit - en particulier les jeunes pousses, des capitaux nouvellement formés ou les possesseurs de capitaux, inaptes à les faire valoir eux-mêmes, qui les mettent par le crédit à la disposition des affairistes des grandes entreprises. Cette pléthore naît des mêmes circonstances que la surpopulation relative et figure parmi les phénomènes qui accompagnent cette dernière, bien que ces surabondances de capital inutilisable et de population ouvrière inoccupée se manifestent aux pôles opposés du processus de production.

La surproduction de capital, qu'il ne faut pas confondre avec la surproduction de marchandise - bien que celle-là n'aille jamais sans celle-ci - revient donc simplement à une suraccumulation. La suraccumulation serait absolue si elle n'affectait pas telle ou telle branche, mais l'ensemble des activités.

Il y aurait surproduction absolue si la production capitaliste, qui a pour but la mise en valeur du capital, c'est-à-dire l'appropriation du surtravail, la production de la plus-value et la récolte du profit, cessait d'exiger du capital supplémentaire. Il y aurait donc surproduction si le capital avait pris, relativement à la population ouvrière, une importance telle qu'il y aurait impossibilité d'augmenter le temps absolu de travail ou la partie de la journée représentant le surtravail (cette dernière éventualité n'est pas à envisager puisque la demande de travail serait très forte et qu'il y aurait tendance à une hausse des salaires) ; ce qui aboutirait à cette situation que le capital accru de C à $C' = C + \Delta C$ ne produirait pas plus ou produirait même moins de profit que le capital primitif C . Dans les deux cas, il y aurait une baisse considérable et subite du taux général du profit, due à la modification de la composition du capital et résultant non du développement de la productivité, mais de l'accroissement de la valeur monétaire du capital variable (les salaires ayant augmenté) et de la diminution du surtravail par rapport au travail nécessaire.

En pratique, les choses se passeraient de telle sorte qu'une partie du capital resterait entièrement ou partiellement inoccupée, faute de pouvoir évincer le capital en fonction, et que l'autre partie serait mise en valeur à un taux de profit réduit, sous la pression de la première. Peu importerait qu'une partie du capital supplémentaire vînt ou non se substituer à une partie égale du capital en fonction ; on aurait toujours d'un côté un capital donné en activité et de l'autre un capital supplémentaire. La baisse du taux du profit serait accompagnée d'une diminution de la masse du profit, car selon notre hypothèse la force de travail employée ainsi que le taux et la masse de la plus-value ne pourraient pas augmenter, et cette masse réduite du profit devrait être rapportée à un capital total accru. Même si le capital en fonction continuait à rapporter du profit à l'ancien taux et si par conséquent la masse de profit restait invariable, il faudrait rapporter cette dernière à un capital total agrandi, ce qui impliquerait la baisse du taux du profit. Lorsqu'un capital de 1 000 rapportant 100 de profit est porté à 1 500 rapportant également 100, le taux du profit tombe de 100 à 66 % ce qui revient à dire qu'un capital de 1 000, dans les nouvelles circonstances, ne donne pas plus de profit qu'un capital de 666 engagé dans les conditions précédentes.

Il est clair que cette dépréciation effective du capital ancien, de même que cette entrée en fonction du capital supplémentaire ΔC , ne se feraient pas sans lutte, bien que ce ne soit pas celle-ci qui donne lieu à la baisse du taux du profit et que ce soient au contraire la baisse du taux du profit et la surproduction de capital qui aggravent la concurrence.

La partie de ΔC se trouvant entre les mains des anciens capitalistes serait laissée inoccupée par ceux-ci, afin d'éviter la dépréciation de leur capital original et son éloignement de la production. Peut-être aussi l'appliqueraient-ils même avec une perte momentanée, afin de contraindre leurs concurrents et les nouveaux capitalistes à laisser leurs capitaux inoccupés. Quant aux nouveaux capitalistes détenant l'autre partie de ΔC , ils chercheraient à prendre place aux dépens des anciens, en s'efforçant de substituer leur capital à une partie de celui de ceux-ci.

Dans tous les cas, il y aurait immobilisation d'une partie du capital ancien, qui ne pourrait plus fonctionner comme capital et s'engrosser de plus-value. L'importance de cette partie résulterait de l'énergie de la concurrence. Nous avons vu, en étudiant le taux général du profit, que tant que les affaires marchent bien, la concurrence fait les parts d'une manière fraternelle, en les proportionnant aux sommes risquées. Mais lorsqu'il s'agit de se partager non plus des bénéfices mais des pertes, chacun cherche à ramener sa part au minimum et à grossir le plus possible celle des autres. La force et la ruse sont la règle et la concurrence devient une lutte féroce entre les frères ennemis. L'antagonisme entre les intérêts de chaque capitaliste et ceux de la classe capitaliste s'affirme, alors que, précédemment, la concordance de ces intérêts était pratiquement réalisée par la concurrence.

Comment ce conflit s'apaisera-t-il et comment les conditions favorables au mouvement « sain » de la production capitaliste se rétabliront-elles ? Une partie du capital - de l'importance de tout ou d'une partie de ΔC - sera immobilisée ou même détruite jusqu'à un certain point. La répartition des pertes ne se fera pas d'une manière égale entre tous les capitalistes, mais résultera d'un conflit dans lequel chacun fera valoir ses avantages particuliers et sa situation acquise, de sorte que d'un côté il y aura un capital immobilisé, de l'autre un capital détruit, d'un autre côté encore un capital déprécié. Pour rétablir l'équilibre, il faudra condamner à l'immobilisation ou même à la destruction une quantité plus ou moins grande de capital. Des moyens de production, du capital fixe comme du capital circulant cesseront de fonctionner et des entreprises

seront supprimées ; car, bien que le temps déprécie tous les moyens de production (excepté le sol), une interruption de fonctionnement les ruine davantage.

L'effet de la crise revêtira cependant son caractère le plus aigu pour les capitaux-valeurs. La partie de ceux-ci qui représente simplement des titres à une plus-value éventuelle, sera dépréciée dès que la baisse du revenu qui lui sert de base sera connue. Une partie de la monnaie d'or et d'argent sera inoccupée et ne fonctionnera plus comme capital. Des marchandises sur le marché subiront une dépréciation considérable - d'où une dépréciation du capital - faute d'achever leur circulation et leur reproduction aux prix antérieurs. Il en sera de même d'éléments du capital fixe. Comme la reproduction ne peut se faire qu'à des conditions de prix déterminées, elle sera complètement désorganisée et jusqu'à un certain point paralysée. Ce trouble retentira sur le fonctionnement de la monnaie ; la chaîne des engagements pour les paiements aux différentes échéances sera brisée en mille endroits et le système de crédit, qui s'est développé avec le capital, sera ébranlé. Il y aura des crises violentes, des dévalorisations aussi soudaines que forcées, un déclin effectif de la reproduction.

Mais d'autres facteurs entreront en même temps en jeu. Le ralentissement de la production condamnera au chômage une partie de la population ouvrière et contraindra les travailleurs occupés à accepter une réduction de salaire même au-dessous de la moyenne. Cela, pour le capital, aura le même résultat qu'une augmentation de la plus-value absolue ou relative, sans augmentation de salaire. Ce résultat se manifestera avec d'autant plus d'intensité que la période de prospérité avait augmenté la natalité et diminué la mortalité. (Ce qui, sans accroître la population effectivement occupée - bien que cette augmentation puisse avoir lieu - aurait le même effet, au point de vue des relations entre travailleurs et capitalistes, qu'une extension de l'effectif mis à l'œuvre. D'autre part, la baisse des prix agissant en même temps que la concurrence poussera chaque capitaliste à appliquer de nouvelles machines, des méthodes perfectionnées et des combinaisons plus efficaces pour réaliser une production supérieure à la production moyenne, c'est-à-dire augmenter la productivité du travail, réduire le capital variable relativement au capital constant, en un mot déterminer en supprimant des ouvriers une surpopulation artificielle. Mais bientôt la dépréciation des éléments du capital constant interviendra pour provoquer une hausse du taux du profit, car, à la faveur de sa diminution de valeur, la masse de ce capital ne tardera

pas à s'accroître par rapport au capital variable. Le ralentissement de la production aura préparé son épanouissement ultérieur (toujours dans le cadre capitaliste) et le capital, un certain temps déprécié par l'arrêt de son fonctionnement, reprendra son ancienne valeur. Le même cercle vicieux recommencera donc, mais avec des moyens de production plus considérables, un marché plus étendu, une force de production plus importante.

Même dans l'hypothèse poussée à l'extrême que nous venons d'examiner, la surproduction absolue de capital n'est jamais une surproduction absolue de moyens de production. Elle n'est qu'une surproduction de moyens de production *fonctionnant comme capital*, devant produire une valeur supplémentaire proportionnelle à leur augmentation en quantité. Cependant, elle est bien une surproduction, parce que le capital est devenu incapable d'exploiter le travail au degré qu'exige le développement « sain » et « normal » de la production capitaliste, qui veut tout au moins que la masse de profit augmente proportionnellement à la masse de capital et n'admet pas que le taux du profit baisse dans la même mesure ou plus rapidement qu'augmente le capital.

La surproduction de capital n'est jamais qu'une surproduction de moyens de travail et d'existence pouvant être appliqués, à l'exploitation des travailleurs à un degré déterminé, le recul de l'exploitation au-dessous d'un niveau donné devant provoquer des troubles, des arrêts de production, des crises et des pertes de capital. Il n'y a rien de contradictoire à ce que cette surproduction de capital soit accompagnée d'une surpopulation relative plus ou moins considérable. Car, les circonstances qui accroissent la productivité du travail, augmentent les produits, étendent les débouchés, accélèrent l'accumulation comme masse et comme valeur et font tomber le taux du profit, sont aussi celles qui provoquent continuellement une surpopulation relative d'ouvriers, que le capital en excès ne peut pas occuper parce que le degré d'exploitation du travail auquel il serait possible de les employer n'est pas assez élevé ou que le taux du profit qu'ils rapporteraient pour une exploitation déterminée est trop bas. (...)

La baisse du taux du profit provoquée par l'accumulation accentuée nécessairement la concurrence. En effet, si cette baisse est compensée par l'accroissement de la masse du profit pour l'ensemble du capital social et pour les grands capitalistes complètement installés, il n'en est pas de même pour les capitaux nouveau-venus dans la production et qui doivent y conquérir leur place ; pour ceux-ci la lutte s'impose, et c'est ainsi que la baisse du taux du profit appelle la concurrence entre les capitaux

et non cette concurrence, la chute du taux du profit. Cette lutte est accompagnée d'une hausse passagère des salaires entraînant une baisse passagère du taux du profit et elle se manifeste par la surproduction de marchandises et l'encombrement du marché. Le capital poursuit, en effet, non la satisfaction des besoins, mais l'obtention d'un profit, et sa méthode consiste à régler la masse des produits d'après l'échelle de la production et non celle-ci d'après les produits qui devraient être obtenus ; il y a donc conflit perpétuel entre la consommation comprimée et la production tendant à franchir la limite assignée à cette dernière, et comme le capital consiste en marchandises, sa surproduction se ramène à une surproduction de marchandises.

Un phénomène bizarre est que les mêmes économistes qui nient la possibilité d'une surproduction de marchandises admettent que le capital puisse exister en excès. Cependant, quand ils disent qu'il n'y a pas de surproduction universelle, mais simplement une disproportion entre les diverses branches de production, ils affirment qu'en régime capitaliste la proportionnalité des diverses branches de production résulte continuellement de leur disproportion ; car pour eux la cohésion de la production tout entière s'impose aux producteurs comme une loi aveugle, qu'ils n'ont pas décidée et qu'ils ne pas contrôler. Ce raisonnement implique, en outre, que les pays où le régime capitaliste n'est pas développé consomment et produisent dans la même mesure que les nations capitalistes. Dire que la surproduction est seulement relative est parfaitement exact. Mais tout le système capitaliste de production n'est qu'un système relatif, dont les limites ne sont absolues que pour autant que l'on considère le système en lui-même. Comment est-il possible que parfois des objets manquant incontestablement à la masse du peuple ne fassent l'objet d'aucune demande du marché, et comment se fait-il qu'il faille en même temps chercher des commandes au loin, s'adresser aux marchés étrangers pour pouvoir payer aux ouvriers du pays la moyenne des moyens d'existence indispensables ? Uniquement parce qu'en régime capitaliste le produit en excès revêt une forme telle que celui qui le possède ne peut le mettre à la disposition du consommateur que lorsqu'il se reconvertit pour lui en capital. Enfin, lorsque l'on dit que les capitalistes n'ont qu'à échanger entre eux et consommer eux-mêmes leurs marchandises, on perd de vue le caractère essentiel de la production capitaliste, dont le but est la mise en valeur du capital et non la consommation. En résumé, toutes les objections que l'on oppose aux phénomènes si tangibles cependant de la surproduction (phénomènes qui se déroulent malgré ces objections), reviennent à dire que les limites que l'on attribue à la

production *capitaliste* n'étant pas des limites inhérentes à la *production en général*, ne sont pas non plus des limites de cette production spécifique que l'on appelle capitaliste. En raisonnant ainsi on oublie que la contradiction qui caractérise le mode capitaliste de production, réside surtout dans sa tendance à développer d'une manière absolue les *forces productives*, sans se préoccuper des *conditions* de production au milieu desquelles se meut et peut se mouvoir le capital.

On ne produit pas trop de moyens de subsistance, eu égard à la population ; on en produit au contraire trop peu au regard de ses besoins normaux et humains. De même, on ne fabrique pas trop de moyens de production, eu égard à la taille de la population active. Une trop grande partie de la population est inemployable dans ces circonstances, et dépend donc pour subsister de l'exploitation du travail d'autrui ou de l'exécution des tâches qui ne sont considérées comme du travail que dans un système absolument misérable de production. En outre, les moyens de production disponibles sont en fait insuffisants pour que toute la population active puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail.

En revanche, périodiquement, on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi par le capital à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit qu'il veut obtenir. Il est produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être réalisées et reconverties en capital, dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production capitaliste, ou du moins parcourir ce cycle sans catastrophes continues.

Par conséquent, il n'est pas produit trop de richesses. Périodiquement, le mode de production capitaliste produit trop de richesses ayant la forme capitaliste avec les contradictions qui en sont inséparables.

Donc, les limites de la production capitaliste sont les suivantes :

- En entraînant la baisse continue du taux du profit, le progrès de la productivité du travail donne le jour à une loi qui, à un moment donné, agit à l'encontre du développement de la production et ne peut être surmontée que par des crises répétées.
- Dans ce mode de production, la croissance économique est déterminée, non par les besoins sociaux, mais par l'appropriation par le capitaliste du travail qu'il ne paye pas et le rapport de ce travail au

travail matérialisé, en d'autres termes, par le profit et le rapport du profit au capital engagé ; d'où il résulte que la production s'arrête, non lorsque les besoins sont satisfaits, mais lorsque l'impossibilité de réaliser un profit suffisant commande cet arrêt.

Lorsque le taux du profit baisse, l'activité du capital redouble. Chaque capitaliste individuel s'efforce, en faisant appel à des procédés perfectionnés, de ramener la valeur de sa marchandise au-dessous de la valeur moyenne et à réaliser un profit extra, exceptionnel. En même temps, la spéculation s'épanouit, avec l'application incertaine de nouvelles méthodes de production, les engagements hasardeux de nouveaux capitaux, en un mot les aventures qui offrent la possibilité de s'assurer un surprofit.

Le taux du profit et le développement du capital qui y correspond sont importants surtout pour les nouveaux capitaux, qui constituent des entreprises nouvelles et indépendantes. Le feu vivifiant de la production s'étendrait bien vite si cette dernière devenait le monopole de quelques grands groupes installés, pour lesquels toute variation du taux du profit serait contrebalancée par la masse de celui-ci. Le taux du profit est le stimulant du régime capitaliste, qui ne produit que lorsqu'il y a un bénéfice à recueillir.

On comprend dès lors l'anxiété des économistes anglais en présence de la baisse du taux du profit. L'inquiétude de Ricardo devant la seule possibilité de cette baisse démontre, mieux que toute autre considération, combien est profonde sa compréhension des conditions de la production capitaliste ; ce qu'il y a de plus remarquable en lui et ce qui est précisément ce qu'on lui reproche, c'est que dans son étude de la production capitaliste, il n'attache aucune importance aux « hommes » pour s'en tenir exclusivement au développement des forces productives, quels que soient les sacrifices en hommes et en capitaux. Le développement des forces productives du travail social, voilà la mission historique et la raison d'être du capital, c'est par là qu'inconsciemment il crée les conditions matérielles d'une forme plus élevée de production. Ce qui inquiète Ricardo, c'est que le taux du profit, stimulant de la production et de l'accumulation capitaliste, soit menacé par le développement même de la production et, en effet, le rapport quantitatif est tout ici. Mais la base du système présente un aspect plus profond, dont il se doute à peine. Même au point de vue purement économique et vulgairement bourgeois, limité par l'horizon de la conception de ceux qui exploitent le capital, le régime capitaliste apparaît comme une forme, non pas absolue et définitive, mais relative et transitoire de la production. [...]

Si la masse de la partie circulante du capital constant (les matières premières, etc.) ne cesse d'augmenter parallèlement à la productivité du travail, il n'en est pas de même du capital fixe (bâtiments, machines, installations d'éclairage et de chauffage, etc.). Les machines, il est vrai, deviennent tous les jours de plus en plus massives et, d'une manière absolue, de plus en plus coûteuses ; ce qui n'empêche que relativement elles deviennent de moins en moins chères. Si cinq ouvriers produisent aujourd'hui dix fois plus de marchandises qu'auparavant, il n'en résulte pas qu'il faille décupler la dépense de capital fixe ; la valeur de cette partie du capital constant doit évidemment augmenter avec le développement de la productivité du travail, mais elle est loin de croître proportionnellement à cette dernière. A différentes reprises déjà, nous avons montré comment la variation du rapport entre le capital constant et le capital variable se répercute sur la baisse du taux du profit et sur le prix des marchandises.

La valeur de la marchandise est déterminée par la somme des temps de travail passé (matérialisé) et actuel (vivant) qui y est incorporée. L'augmentation de la productivité du travail se ramène à une diminution du travail vivant et une augmentation du travail matérialisé dans des conditions telles que le travail total contenu dans la marchandise diminue ; elle est donc caractérisée en ce que le travail vivant diminue plus rapidement que le travail matérialisé. Le travail matérialisé contenu dans la valeur de la marchandise (le capital constant) se compose de deux parties : l'usure du capital fixe et le capital constant (matières premières et auxiliaires). La valeur de la dernière partie diminue à mesure que la productivité du travail progresse tandis que celle de la première augmente, étant donné que l'intervention du capital fixe devient de plus en plus importante, ce qui entraîne nécessairement une augmentation de la part qui en représente l'usure. Pour qu'une nouvelle méthode entraîne effectivement un accroissement de la productivité, il faut qu'elle diminue la valeur de la marchandise, c'est-à-dire qu'elle augmente l'intervention du capital fixe dans une telle mesure que l'augmentation de valeur qu'elle provoque soit inférieure à la diminution résultant de l'épargne de travail vivant qu'elle détermine. Il doit en être ainsi même - cela se présente dans certains cas isolés - lorsque la nouvelle méthode entraîne la mise en œuvre de quantités plus grandes ou plus coûteuses de matières premières et auxiliaires. Il faut que l'épargne de travail vivant représente plus en valeur que les dépenses supplémentaires qui l'accompagnent.

Quelles que soient les conditions sociales, la réduction de la quantité de travail incorporée à la marchandise semble être le caractère essentiel d'une augmentation de la productivité du travail. Il en est incontestablement ainsi dans une société où les producteurs règlent leur activité

d'après un plan arrêté d'avance et même dans la production simple de marchandises. Mais en est-il de même dans la société capitaliste ?

Considérons une industrie capitaliste produisant normalement dans les circonstances suivantes - l'usure du capital fixe est de 0,50 £ par pièce, les matières premières et auxiliaires représentent 17,50 £, le salaire 2 £ et la plus-value 2 £, son taux étant de 100 %. La valeur d'une pièce sera donc $0,50 + 17,50 + 2 + 2 = 22$ £. Pour simplifier les choses, supposons que le capital ait la composition moyenne, c'est-à-dire que le coût de production soit égal à la valeur et le profit à la plus-value. Par conséquent, le coût de production est de 22 £ et le prix de revient, le taux moyen du profit étant de $2/20 = 10$ %, est exprimé par $0,50 + 17,50 + 2 = 20$ £.

Admettons que l'application d'une nouvelle machine vienne réduire de moitié le travail vivant et tripler la valeur représentant l'usure du capital fixe. Celle-ci sera donc de 1,50 £ alors que le salaire ne sera plus que de 1 £, et la plus-value également de 1 £ ; et comme rien n'est modifié quant aux matières premières et auxiliaires, la valeur de la pièce sera de $1,50 + 17,50 + 1 + 1 = 21$ £. La nouvelle machine a incontestablement augmenté la productivité du travail. Cependant le capitaliste ne voit pas les choses sous cet aspect. Son prix de revient est maintenant : 1,50 (usure) + 17,50 (matières premières et auxiliaires) + 1 (salaire) = 20 £, c'est-à-dire le même que précédemment. Comme il tient à prélever son ancien taux de profit (10 %), il vendra à 2 £ au-dessus du prix de revient, ce qui conduira à un coût de production de 22 £ comme avant. Seulement ce prix sera maintenant supérieur de 1 £ à la valeur. Pour une société capitaliste, cette machine qui ne diminue pas le prix de la marchandise n'est donc pas un progrès. Le capitaliste n'a aucun avantage à l'introduire ; comme son application aurait pour conséquence d'enlever toute valeur aux machines qu'il possède et qui ne sont pas encore usées, comme du jour au lendemain elle en ferait de vieilles mitrilles, il se garde bien de donner dans l'utopie, comme il dit, et de faire pareille bêtise.

La loi de la productivité croissante du travail n'a donc pas une portée absolue aux yeux du capitaliste. Pour lui, il y a accroissement de la productivité lorsque l'épargne, non de travail vivant, mais de travail vivant payé est inférieure à l'augmentation de travail matérialisé que cette épargne comporte. La production capitaliste se présente ici avec une nouvelle contradiction. Sa mission historique est le développement brutal et géométriquement progressif de la productivité du travail humain ; elle trahit cette mission chaque fois qu'elle oppose, comme dans le cas que nous venons de voir, un obstacle au développement de la productivité. Nouvelle preuve de sa caducité et de sa disparition prochaine.

Voici quels sont les effets, au point de vue de la concurrence, de la décroissance progressive, sous l'action de la productivité croissante du travail, du capital nécessaire pour l'exploitation avantageuse d'une entreprise industrielle : dès que l'application d'un procédé nouveau et plus coûteux s'est généralisée, les petits capitaux sont exclus de la production où elle a été faite, car ces petits capitaux ne peuvent fonctionner d'une manière indépendante que lorsque les inventions mécaniques sont à leur début. D'autre part, les entreprises de très grande importance, comme les chemins de fer, où la valeur relative du capital constant est considérable, ne donnent pas le profit moyen, mais un intérêt qui n'en représente qu'une fraction. (S'il n'en était pas ainsi, la baisse du taux général du profit serait encore plus profonde. Il est vrai que ces grandes entreprises absorbent sous forme d'actions de grandes masses de capitaux.)

L'accumulation du capital n'entraîne la baisse du taux du profit que pour autant qu'elle soit accompagnée des modifications de la composition organique du capital. Or, malgré les révolutions continuelles et journalières des procédés de production, tantôt l'une tantôt l'autre partie plus ou moins grande du capital total est l'objet d'une accumulation, à la faveur d'une composition organique qui reste invariable pendant un temps plus ou moins long et enraie la baisse du taux du profit. Cette accumulation de capital et par conséquent cette extension de production, poursuivies paisiblement d'après l'ancien mode de produire pendant que de nouveaux procédés commencent à entrer en vigueur, représente encore une de ces actions antagonistes qui empêchent que le taux du profit baisse aussi rapidement qu'augmente le capital social.

L'accroissement absolu de la population ouvrière occupée, qui se poursuit malgré la diminution relative du capital variable consacré aux salaires, ne se vérifie pas dans toutes les branches de production et ne se manifeste pas dans la même mesure dans toutes celles qu'elle atteint. C'est ainsi que dans l'agriculture, il peut y avoir diminution absolue du travail vivant. D'ailleurs c'est uniquement dans la production capitaliste que se rencontre ce besoin d'une augmentation absolue et d'une diminution relative simultanées du nombre des salariés ; ceux-ci y sont en excès, dès qu'il n'est plus indispensable de les occuper 12 à 15 heures par jour. Un développement des forces productives qui aurait pour effet de diminuer le nombre absolu des ouvriers et de permettre à la nation tout entière de produire en moins de temps tout ce dont elle a besoin, provoquerait une révolution, parce qu'il mettrait sur le pavé la plus grande partie de la population. Ici se manifeste de nouveau la limite qui est assignée à la production capitaliste et se montre une fois de plus que celle-ci, loin d'être la

forme absolue du développement des forces productives, doit nécessairement entrer en conflit avec lui à un moment donné. Ce conflit se traduit en partie par des crises périodiques, résultant d'un excès de population ouvrière, tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre industrie. La production capitaliste est indifférente à l'épargne de temps de travail que la société pourrait réaliser et elle n'est intéressée au progrès de la production que pour autant qu'il en résulte une augmentation du surtravail qu'elle prélève sur la classe ouvrière ; elle est ainsi en contradiction avec elle-même.

Nous avons vu que l'extension de l'accumulation ne va pas sans une concentration croissante du capital. La simultanéité de ces deux phénomènes accentue l'opposition entre le producteur réel et le capital dont le capitaliste est la personnification. Le capital se manifeste de plus en plus comme une puissance sociale dont le capitaliste est l'agent et qui n'est nullement proportionnelle à ce que l'individu peut produire par son travail ; de plus en plus, il devient une puissance que la spoliation met aux mains du capitaliste et qui s'oppose comme telle à la société. La contradiction entre cette puissance sociale à laquelle s'élève le capital et la puissance privée du capitaliste sur les conditions sociales de la production s'affirme de plus en plus ; elle doit aboutir nécessairement à la dissolution de cet état de choses et à un système de production générale, commune et socialisée. Cette solution est le résultat inévitable du mode de développement des forces productives dans le système capitaliste.

Alors même qu'un procédé nouveau de production est plus productif et qu'il augmente le taux de la plus-value, il ne se trouve aucun capitaliste pour l'appliquer de bon gré s'il diminue le taux du profit. Mais, le plus souvent, tout nouveau procédé fournit des marchandises moins coûteuses et permet de les vendre au début au-dessus de leur coût de production et parfois au-dessus de leur valeur. Le capitaliste qui l'exploite empêche donc la différence entre le coût de production de ses marchandises et le prix du marché des autres qui sont produites dans des conditions moins avantageuses, et il profite de ce que le temps de travail moyen nécessaire à la production de ces dernières dépasse celui qui est inhérent à l'application du procédé nouveau. Cependant, la concurrence aidant, celui-ci ne tarde pas à être généralisé et alors commence la baisse du taux du profit, qui va se rapprochant du niveau du profit des autres branches, sans que ce mouvement puisse être contrarié par la volonté du capitaliste.

La même loi s'applique aux industries dont les produits ne sont consommés ni directement, ni indirectement par les travailleurs, et ne peuvent par leur dépréciation ni augmenter la plus-value relative, ni réduire le prix de la force de travail. Il est vrai que dans toutes ces branches une dépréciation du capital constant peut augmenter le taux du profit lorsque l'exploitation des travailleurs reste la même. Dès qu'un nouveau procédé de fabrication commence à gagner du terrain et démontre en fait qu'il permet de produire à meilleur compte, les capitalistes qui en sont encore à l'ancien système de production doivent vendre leurs marchandises au-dessous de leur coût de production, car la valeur de ces marchandises ayant baissé, le temps de travail nécessaire pour les produire est plus considérable que la moyenne sociale. Ils sont donc contraints - et cette solution semble être un effet de la concurrence - d'introduire le procédé nouveau, qui diminue le rapport du capital variable au capital constant.

Tous les facteurs qui permettent aux machines de réduire les prix des produits se ramènent en dernière analyse à la diminution de la quantité de travail et de la valeur de l'usure qui sont incorporées à la marchandise. Moins l'usure de la machine est rapide, plus grande est la quantité de marchandises sur lesquelles elle est répartie, plus important est le travail vivant dont elle accomplit la fonction avant que son renouvellement soit nécessaire. Dans les deux cas, la masse et la valeur du capital constant fixe augmentent par rapport au capital variable.

La production capitaliste est caractérisée avant tout par les trois faits suivants :

- La concentration en un petit nombre de mains des moyens de produire, qui cessent d'être la propriété des travailleurs immédiats et se transforment en puissances sociales de la production. Les capitalistes qui les possèdent sont des mandataires de la société bourgeoise, mais des mandataires qui empêchent tout le produit.
- L'organisation sociale du travail par la coopération, la division du travail et l'application des sciences naturelles. Grâce à cette organisation et à la concentration des moyens de produire la production capitaliste supprime l'appropriation individuelle et le travail privé, bien que sous des formes opposées.
- La constitution du marché mondial.

Le développement extraordinaire relativement à l'accroissement de la population que la production capitaliste communique aux forces pro-

ductives et - dans une mesure moindre, il est vrai - aux capitaux-valeurs, est hors de proportion avec la base à laquelle elle correspond, et cette disproportion s'accroît de jour en jour en présence de l'accroissement incessant de la richesse. Les crises sont la conséquence inévitable de cette situation.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

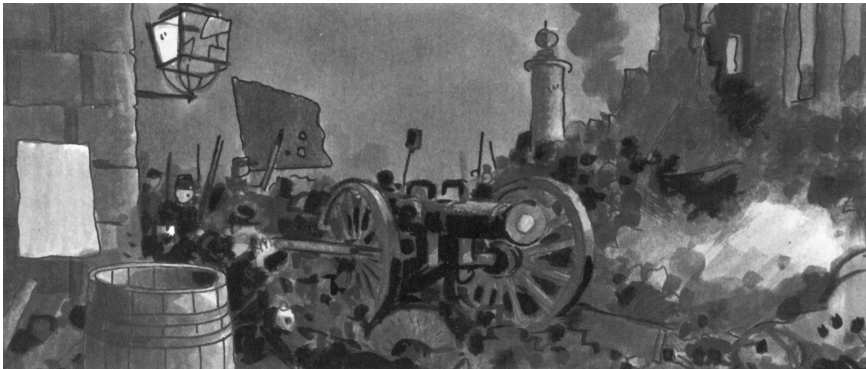
Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

La fin des crises économiques exige la révolution (Fondements, ch. du capital, 7)

La plus-value effective est déterminée par le rapport du surtravail au travail nécessaire ou par le rapport de la portion de travail objectivé par quoi elle est remplacée. Mais la survaleur sous la forme de profit est mesurée à la valeur totale du capital présumé au processus de production. Le taux de profit dépend donc - si l'on présume la même survaleur, le même surtravail par rapport au travail nécessaire- du rapport de la partie du capital qui est échangée contre du travail vivant à la partie qui existe sous forme de matière première et de moyen de production. Donc, plus la portion échangée contre du travail vivant s'amenuise, plus s'amenuise le taux de profit. Donc, dans la proportion même où le capital en tant que capital occupe dans le processus de production une plus grande place proportionnellement au travail immédiat, donc plus la survaleur relative - la puissance créatrice de valeur du capital - s'accroît, plus le taux de profit baisse. [...]

La loi de baisse tendancielle du taux de profit est, à tous points de vue, la loi la plus importante de l'économie politique moderne et la plus essentielle à la compréhension des rapports les plus complexes. Du point de vue historique, c'est la loi la plus importante. C'est une loi qui jusqu'ici, malgré sa simplicité, n'a jamais été comprise et encore moins consciemment exprimée. [...]



Au-delà d'un certain point, le développement des forces productives devient un obstacle pour le capital ; donc le rapport capitaliste devient un obstacle au développement des forces productives du travail. Parvenu à ce point, le capital, qui repose sur le travail salarié entre, vis-à-vis du développement de la richesse sociale et des forces productives, dans le même rapport que les corporations, le servage, l'esclavage, devient une entrave dont, nécessairement, on se débarrasse. L'ultime figure servile que prend l'activité humaine, celle du travail salarié d'un côté, du capital de l'autre, se trouve ainsi dépouillée, et ce dépouillement lui-même est le résultat du mode de production correspondant au capital ; les conditions matérielles et intellectuelles de la négation du travail salarié et du capital, qui sont déjà elles-mêmes la négation de formes antérieures de la production sociale non libre, sont elles-mêmes résultats de son processus de production. L'inadéquation croissante du développement productif de la société aux rapports de production qui étaient les siens jusqu'alors s'exprime dans des contradictions aiguës, des crises, des convulsions. La destruction violente du capital, non pas par des circonstances qui lui sont extérieures mais comme condition de sa propre conservation, est la forme la plus frappante du conseil qui lui est donné de se retirer pour faire place à un niveau supérieur de production sociale.

Ces contradictions conduisent bien sûr à des explosions, à des crises dans lesquelles la suppression momentanée de tout travail et la destruction d'une grande part de capital ramènent ce dernier par la violence à un point où il est en mesure d'exploiter au maximum ses capacités productives sans être conduit au suicide. Pourtant, ces catastrophes périodiques sont vouées à se répéter à plus large échelle et conduisent finalement au renversement violent du capital.



LEXIQUE DES NOMS PROPRES ET DES PRINCIPAUX TERMES

accumulation : Processus de transformation d'une fraction de la plus-value en capital additionnel. L'autre partie est consommée par la classe capitaliste.

apologistes : Par opposition aux physiocrates et aux économistes classiques qui faisaient œuvre de science, Marx nomme économistes vulgaires ceux qui se contentent des apparences. Les pires sont pour lui les apologistes qui ne cherchent pas à comprendre le capitalisme, mais à le justifier : Malthus, Say...

capital : Rapport social caractéristique du mode de production capitaliste qui permet la création de valeur par l'exploitation du travail. Le capital parcourt un cycle (A à M à P à M' à A'). Il apparaît donc tantôt sous la forme de capital-argent (quantité de monnaie A nécessaire à l'achat des moyens de production et de la force de travail, quantité de monnaie supérieure A' issue de la vente des produits), tantôt sous celle de capital-marchandise (M, capital constant et capital variable nécessaires au processus de production ; M', bien ou service résultant du processus de production), tantôt de capital productif (P, au moment où le travail est appliqué aux moyens de production). La crise est l'interruption de la reproduction du capital en un point, ou plusieurs, de ce cycle.

capital constant : Ensemble des marchandises qui servent de moyens de production, issus de la nature et du travail antérieur. Dans le processus de production, il ne transfère que sa propre valeur à la nouvelle marchandise (c).

capital variable : Ensemble de la force de travail salariée employée par le capital pour créer des marchandises (v). La force de travail sert à créer des marchandises (biens ou services) d'une valeur supérieure à l'avance du capital ($A' > A$).

capitalisme : Mode de production qui domine les sociétés contemporaines. Il repose sur la production de plus-value et oppose la classe capitaliste et la classe ouvrière. Une société capitaliste n'est pas l'incarnation pure du mode de production (par exemple, il y a d'autres productions et d'autres classes sociales), mais elle est inexplicable sans recourir à sa théorie.

omposition organique du capital : Rapport entre le « travail mort » ou capital constant et le « travail vivant » ou capital variable (c/v). Il tend à augmenter et donc à faire baisser le taux de profit : $pl/(c + v) = (pl/v) / (c/v + 1)$.

crédit : Prêt accordé soit par une entreprise ordinaire à un fournisseur ou à une filiale, soit par une société financière (banque, société de crédit) à une entreprise, un particulier ou un État.

exploitation : Extorsion du surtravail des exploités par les exploiters dans une société divisée en classes. Le produit social se divise en deux parts, une partie qui revient à ses producteurs, un surproduit qui revient à la classe dominante. Dans le cas du capitalisme, l'extorsion du surproduit (en l'occurrence la plus-value) résulte avant tout de relations économiques : les capitalistes détenant les moyens de production achètent la force de travail des prolétaires qui en sont dépourvus.

marchandise : Produit capitaliste. Elle présente deux aspects : la valeur d'usage et la valeur d'échange. Sous le premier angle, c'est un bien ou un service répondant à un besoin social, quel qu'il soit. Sous le second, c'est un bien ou un service dont la vente procure de la monnaie.

Mill (James) : Historien et économiste (1773-1836) selon lequel l'équilibre entre la demande et l'offre, entre la production et la consommation, entre les ventes et les achats serait la règle.

Mill (John Stuart) : Fils du précédent, capitaliste, philosophe et économiste (1806-1873) qui formule la « loi de l'offre et de la demande » : « *si la demande augmente, la valeur monte* » (*Principes d'économie politique*, 1848).

monnaie : Équivalent général, forme sous laquelle la valeur d'échange des marchandises apparaît comme pure valeur. Elle sert de moyen de compte (pour mesurer la valeur), de moyen de circulation (pour payer des achats et encaisser les ventes), de moyen de paiement (pour régler les dettes) et de moyen de conserver de la valeur (pour épargner ou thésauriser). Son existence rend possible un écart entre offre et demande, contrairement à la « loi de Say ». Le crédit peut remplacer la monnaie, jusqu'à l'éclatement de la crise.

plus-value ou **survaleur** : Forme du surproduit dans le mode de production capitaliste (pl). C'est l'excédent du temps de travail sur le temps nécessaire à la production des marchandises consommées par les travailleurs salariés, donc la différence entre la création de valeur nouvelle et la valeur de la force de travail utilisée.

prix : Expression indirecte de la valeur en monnaie. Le prix de marché correspond prix de production modifié par les oscillations de l'offre et de la demande.

prix de production : Résultat de la tendance à la péréquation du taux de profit entre branches de composition organique différente. Il est la somme du capital constant, du capital variable et du profit moyen. Le total des prix de production est la somme des valeurs, le total des profits est la somme des plus-values.

Ricardo (David) : Capitaliste et économiste (1772-1823). Ricardo découvre que les prix des marchandises tournent autour du temps de travail qu'elles ont nécessité, mais il ne distingue pas entre travail abstrait et travail concret, ni entre travail et force de travail. Il reste prisonnier d'une vision réductrice de la monnaie.

salaire : Prix de marché de la force de travail et revenu du prolétariat. Il est déterminé par la valeur de la force de travail qui correspond à la valeur des marchandises qui entrent dans la consommation de la classe ouvrière.

Say (Jean-Baptiste) : Capitaliste et économiste (1767-1832). Il rompt avec les économistes classiques en expliquant la valeur par l'utilité. Pour lui, toute production créerait des débouchés par le biais des revenus qu'elle engendre.

Smith (Adam) : Précepteur, philosophe et économiste (1723-1790). Il esquisse une explication de la valeur par le temps de travail, tout en justifiant le jeu du marché et, à l'échelle internationale, le libre-échange.

taux d'exploitation ou **taux de plus-value** ou **taux de survaleur** : Rapport entre le surtravail et le travail nécessaire, entre la plus-value et le capital variable (pl/v). Le taux d'exploitation peut augmenter si le capitaliste fait travailler plus longtemps ou plus intensément (plus-value absolue) ou, pour l'ensemble des capitalistes; si les gains de productivité obtenus dans la production des marchandises consommées par les travailleurs salariés permettent de baisser le salaire sans diminuer le pouvoir d'achat (plus-value relative).

taux de profit : Rapport entre la plus-value et le capital avancé, soit $pl/(c + v)$, dépend du taux d'exploitation et de la composition organique. La tendance à la baisse du taux de profit exprime la contradiction entre forces productives (recherche de la productivité) et rapports de production capitalistes (but du profit).

valeur : Incarnation du travail abstrait. Elle se manifeste comme valeur d'échange. Elle se mesure par le temps de travail social nécessaire à la production de la marchandise, tant le « travail vivant » ($v + pl$) que le travail matérialisé ou « mort » (c).



Marx n'a pas écrit l'ouvrage qu'il avait envisagé sur la crise. Cependant, il a fourni des éléments d'analyse dans ses articles de presse (*New York Tribune*) et dans ses travaux scientifiques (*Fondements, Théories sur la plus-value, Capital*).

Marx conçoit les crises comme propres au mode de production capitaliste et comme inévitables. Autrement dit, aucune politique économique ne saurait empêcher la crise. La tendance à la socialisation du capital (les entreprises deviennent des sociétés par action) et le développement du crédit

facilitent la centralisation et la concentration du capital. Les crises s'aggravent au détriment des travailleurs, soit rejetés de l'activité, soit soumis à une intensification de l'exploitation.

Chaque crise est particulière mais son explication passe par une théorie de l'accumulation du capitalisme. Celle-ci début avec la production (et non la consommation, aussi importante soit-elle) et de l'extraction de la plus-value ou survaleur (et non le partage ultérieur de la plus-value sociale entre les fractions de la classe capitaliste, dont le capital de la finance).

Les capitalistes doivent affronter deux adversaires. D'une part, tout en étant contrainte de rémunérer à sa valeur la force de travail de la classe ouvrière, l'ensemble de la classe exploiteuse dépend de l'exploitation des travailleurs et c'est pour l'intensifier qu'elle tente de briser la résistance des travailleurs ; d'autre part, face à la concurrence des autres capitalistes, chaque capital tente d'abaisser son coût de production pour préserver ou gagner des parts de marché. L'augmentation du capital constant (achat de moyens de production) au détriment du capital variable (achat de force de travail) est le principal moyen d'atteindre ces deux objectifs. Mais seul le travail vivant crée de la valeur. La recherche de la productivité affecte donc la rentabilité : l'accumulation et la tendance à la baisse du taux de profit expriment la contradiction entre forces productives et rapports de production au sein du mode de production capitaliste.

La loi la plus importante de l'économie capitaliste est la tendance à la baisse du taux de profit. Elle est sous-jacente au livre I du *Capital* (ch. 25) et explicite dans le livre III. (ch. 13, 14, 15). Quel que soit le succès de telle ou telle entreprise vis-à-vis des autres, quelle que soit l'efficacité temporaire de contre-tendances, la baisse du taux de profit affecte tôt ou tard le mouvement du capital. Les marchandises ne s'écoulent pas toutes, des entreprises font faillite. La crise économique manifeste la suraccumulation du capital par rapport à la plus-value totale désormais insuffisante... et rétablit les conditions de l'accumulation, si le prolétariat ne prend pas le pouvoir.

La véritable barrière du capital est le capital lui-même.